



YouTube



Dimanche

31 mars 2024

17 pages

No. 616

Gratuit

Law and order en décadence

Insécurité grandissante...

- Trois personnes âgées tuées en six jours : Le vol, motif du crime
- Attouchements sexuels sur une fillette de 4 ans : La protection de l'enfant au niveau national reléguée au second plan
- Hausse du nombre d'accidents : L'absence d'une politique d'éducation et de sensibilisation décriée



Zaheer Allam, urbaniste :
« **Intégrer les données climatiques dans la planification urbaine et l'architecture** »

Réenregistrement des cartes SIM

Me Pazhany Rangasamy :
« **Le fait que c'est la cheffe juge qui traitera l'affaire démontre son sérieux** »



Man City vs Arsenal

Les Gunners vont-ils se maintenir en tête de la Premier League?

Le rapport de l'audit se fait toujours attendre

Contrat non-renouvelé de Dhanesswur Thakoor à la FSC
Fin d'une « tyrannie », selon des employés



Téléchargez

votre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



www.sundaytimesmauritius.com



facebook.com/sundaytimes.official



[sundaytimes75](https://www.instagram.com/sundaytimes75)



[SundayTimes75](https://twitter.com/SundayTimes75)



Whatsapp Info 5 255 3635

BioloMix



New Generation Cooking,
Hot & Cold Functions,
Stewing, Braising,
Steaming, Blending
Dry & Wet Grinding,
Smoothie, Porridge,
Hot Soup, Ice Crushing
and many more.

300°C

Resistance to cold
and heat shock

Five Layers
Composite Cup

Health
Thickened
Borosilicate
Glass



1250ML
Hot Drink



1500ML
Cold Drink

- 1 Trace element layer
- 2 Antioxidant ion layer
- 3 Nanoglobulin layer
- 4 Water molecule activated layer
- 5 Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Contrat non-renouvelé de Dhanesswur Thakoor à la FSC

Fin d'une « tyrannie », selon des employés

Bon débarras, fin d'une tyrannie... C'est en ces termes que le non-renouvellement du contrat du CEO, Dhanesswurnath Thakoor, à la FSC est accueilli. Ce dernier n'avait jamais eu la sympathie du personnel de l'organisme pour une série de raisons. D'abord, il aurait abusé de sa position pour nommer ses proches dans des positions clés, au détriment d'employés compétents et ayant plus d'expérience. Pour corser l'addition, certaines employées jugées très proches de lui auraient bénéficié de plusieurs « faveurs », allant des intérimis aux postes importants aux voyages en passant par l'approbation d'au moins trois 'increments' en leur faveur et des nominations sur des comités internationaux.

La proximité de l'ancien CEO avec un employé connu comme un sorcier aurait également été vu d'un mauvais œil. Ce dernier, qui a fait l'objet

de plusieurs plaintes, terrorisait les employés, sans qu'aucune action ne soit prise contre lui. Qui plus est, Dhanesswur Thakoor était accusé d'avoir sa propre équipe de « *Striking Team* », placée sous la supervision d'un HR. Son rôle : surveiller les moindres mouvements des employés, surtout ceux qui osaient élever la voix conter la direction, à travers les caméras placées en surnombre au sein de l'organisme. Ces derniers faisaient ensuite, dit-on, l'objet de persécution à travers des comités disciplinaires, dont le nombre dépassait la logique.

Les employés dénoncent également le fait que Dhanesswur Thakoor se soit attribué tout le mérite lorsque Maurice est sorti de la liste grise du FATF alors que ce sont les employés qui se sont donnés corps et âme, pendant la Covid-19, pour le réaliser. Certains, dont des femmes, ont même été contraintes, allégué-t-on, de voyager par autobus,

avec des ordinateurs portables et des dossiers confidentiels pour se rendre dans des « *management companies* » se trouvant dans des régions retirées pour le besoin d'inspections et de contrôle. Et cela à leur risque et péril. Tout cela parce que les voitures de l'organisme auraient été vendues pour permettre l'achat d'une Volvo pour le CEO. « *Noun ou bizin voyage soit dan nou propre transport à nou propre frais soit dans bus, mais li li roule dans Volvo, chauffeur-driven* », dénoncent des employés.

Ce qui encore plus inacceptable, poursuivent ces derniers, c'est que les employés ont été privés de leur « *backpay* ». « *Le salary review devant être fait depuis 2021, mais c'est en 2023 qu'un rapport a été soumis. Mais contrairement à la promesse qu'il nous avait faite, nous n'avons pas eu droit à notre backpay. Et ce tandis que nous nous sommes donnés à fond pendant*



la pandémie pour que le pays puisse sortir de la liste grise du FATF. Il a pris tout le crédit de notre dur labeur, sans que nous ayons notre dû », nous confie une source. Pour toutes ces raisons, et beaucoup plus encore, les employés de la FSC se disent soulagés que Thakoor ne soit plus le CEO de l'organisme.

Réenregistrement des cartes SIM

Me Pazhany Rangasamy :

« Le fait que c'est la cheffe juge qui traitera l'affaire démontre son sérieux »

La plainte constitutionnelle déposée par l'avoué Pazhany Rangasamy contestant le réenregistrement des cartes SIM a été prise en charge par la cheffe juge et sera entendue ce lundi 1er avril 2024. La demande de gel de l'enregistrement obligatoire des cartes SIM a été entendue, mais le jugement n'a toujours pas été rendu. Le report initial de l'audience a été annoncé pour le 2 avril, mais l'avoué dit avoir reçu un formulaire l'informant que l'affaire sera désormais traitée le lundi 1er avril par la cheffe juge, Rehana Mungly-Gulbul. « *Cela démontre l'intérêt ainsi que le sérieux de l'affaire qui sera entendue dans les plus brefs délais* », dit Me Pazhany Rangasamy

« *La démarche du gouvernement est anticonstitutionnelle car il s'agit d'une atteinte à la vie privée des Mauriciens, surtout pour les professionnels. En tant que professionnel, j'ai déposé une plainte car j'estime que les données que je reçois de mes clients, que ce soit des documents, des photos, et ainsi de suite, pourraient être consultées par l'État à partir du réenregistrement des cartes SIM* », affirme-t-il.

« *Il s'agit aussi d'une question touchant directement aux droits fondamentaux des individus et à la manière dont les mesures du gouvernement interagissent avec ces droits* », ajoute-t-il.

L'avoué Pazhany Rangasamy dit être méfiant concernant le fait qu'il n'y a eu aucun accord signé entre l'État et les opérateurs, et que s'il y en avait un, cela n'a pas été rendu public. Il se pose la question de ce qui se passera s'il y a des fuites d'informations à l'avenir et que ces informations personnelles soient utilisées de manière à nuire à une personne. « *La carte SIM ayant déjà été enregistrée, quelle est l'utilité de la réenregistrer ?* », s'interroge-t-il. Selon lui, aucun pays dans le monde n'a connu une telle situation jusqu'ici. D'autant, avance-t-il, que le gouvernement devrait pouvoir fournir des explications pour éclairer la population sur cette décision.

Revenant sur le rapport Lam Shang Leen, l'avoué avance que le fait d'aller vers l'enregistrement des cartes SIM encore une fois, se basant sur une recommandation présumée du rapport sur la drogue, ne tient pas la route. Il ressort que le rapport

mentionne que l'enregistrement des cartes SIM pourrait aider à retracer les trafiquants de drogue, mais cela ne mentionne pas le réenregistrement des cartes SIM de toute la population.

Selon lui, si le gouvernement veut vraiment mettre la main sur les trafiquants de drogue, il devrait effectuer une visite dans les prisons à travers l'île pour voir comment se fait-il que les détenus soient toujours en possession de téléphones portables, qui les aide à recharger leurs téléphones et sous quels noms les cartes SIM utilisées en prison ont été enregistrées. « *C'est à la lumière de ces informations que le gouvernement pourrait mettre la main sur les trafiquants et non pas en faisant réenregistrer les cartes SIM à une population de 1,3 million* », clame-t-il. L'avoué indique qu'on ne peut pas traumatiser la population pour une poignée de trafiquants de drogue, et qualifie l'exercice du gouvernement de faux exercice. Pour conclure, il affirme être convaincu que c'est une décision qui a été prise dans le but de surveiller les membres de l'opposition.

Le rapport de l'audit se fait toujours attendre

Le rapport de l'audit se fait attendre. Est-ce une stratégie visant à préserver son image et sa réputation qui retient le gouvernement de le rendre public ? Il faut se rappeler que l'an dernier, il a révélé des gaspillages flagrants de fonds publics, et qu'il était accablant pour le gouvernement avec les gaspillages évoqués. Avec l'échéance électorale qui approche, ce rapport devient une arme pour les députés de l'Opposition.

Fabrice David, député du PTr, est d'avis que le gouvernement tarde à rendre le rapport public afin de maintenir l'opacité entourant les gaspillages des fonds publics. Le contrôle des dépenses n'est plus une priorité pour le gouvernement, déplore-t-il. Selon lui, la seule priorité du régime actuel est de dilapider les fonds publics afin de tromper la population. Fabrice David déplore que le gouvernement actuel ait mal géré le pays et s'attend à ce que le prochain rapport de l'audit soit encore plus accablant.

Ashok Subron, dirigeant de Rezistans ek Alternativ (ReA), déclare que le rapport de l'audit est un mécanisme de 'check and balance' sur les dépenses des fonds publics. Selon lui, même lorsque le rapport est rendu public, le problème reste le fait qu'il n'y a pas de suivi qui est fait pour éviter que de tels gaspillages ne se reproduisent. Il trouve d'ailleurs inadmissible que le rapport ne soit pas publié à temps.

Kushal Lobine, député du PMSD, trouve étrange que le rapport n'ait toujours pas été rendu public. Il espère que cela se fera lors de la prochaine séance parlementaire, et estime qu'il est grand temps d'adopter une politique de rupture dans la façon dont le pays est géré. Il suggère la mise en place de 'Standing Committee' permanents, comme en Angleterre. Le député propose également d'amender les 'Standings Orders' de l'Assemblée nationale pour donner plus de pouvoirs au 'Public Accounts Committee' afin de mener des enquêtes et de prendre les mesures nécessaires.

EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

La mission sacrée du DPP

Le Directeur des Poursuites Publiques (DPP) n'est pas un nommé politique. Encore moins un agent politique à la solde du pouvoir. Il est un professionnel, occupant un poste constitutionnel. Il jouit, à ce titre, des pouvoirs que lui confère la Constitution. Il est indépendant et il agit uniquement en conformité avec la loi. C'est cela la règle du jeu. Il en a d'ailleurs été ainsi avec le précédent DPP, Me. Satyajit Boolell, SC. Et il en est ainsi avec le présent titulaire du poste, Me. Rashid Ahmine. Les deux hommes ont tenu bon, en refusant de vendre leur âme, conscience et intégrité au diable. N'en déplaise au gouvernement qui persiste à vouloir avoir la haute main sur cette institution depuis qu'il s'est installé au pouvoir en 2014. Jusqu'ici cependant, toutes ses tentatives de la « chatwaïser » se sont avérées vaines. Contrairement à d'autres institutions sur lesquelles le gouvernement a pu mettre le grappin, comme la police ou encore l'ICAC devenues, au fil de ces dernières années, des outils politiques de taille entre les mains des dirigeants du jour.

On se souviendra des acrobaties auxquelles s'était livré le gouvernement en 2015 pour sortir l'artillerie lourde contre Me. Satyajit Boolell dans une tentative de l'évincer de son poste, en essayant de le faire arrêter dans l'affaire Sun Tan. « My attempted arrest [...] clearly demonstrates that there was a concerted effort, at the time, to undermine my position as Director of Public Prosecution », avait soutenu l'ancien DPP dans un affidavit. Les tentatives d'instituer d'une 'Prosecution Commission' découlait de cette même logique. Car le MSM voulait serrer toutes les vis possibles pour lui donner le contrôle absolu de toutes les institutions clé du pays. Ce qui n'a pas marché dans le cas du bureau du DPP. Ce qui explique pourquoi Me. Rashid Ahmine se retrouve aujourd'hui dans la ligne de mire du gouvernement, à travers le bureau du Commissaire de police et plus récemment avec l'institution de la 'Financial Crimes Commission' (FCC). Le DPP fait les frais de l'ambition démesurée de Pravind Jugnauth. Celle d'asseoir son autorité suprême sur les institutions, en y tirant les ficelles et les utilisant à sa guise pour arriver à ses fins politiques, dont celle de crucifier Navin Ramgoolam.

Cependant, Me. Rashid Ahmine n'est pas homme à se laisser faire. Il tient résolument tête à tout ce que le gouvernement met en travers de son chemin : affront et résistance du CP, FCC, enquête initiée contre des officiers de son bureau... Et c'est tout à son honneur. Mais cette situation, en plus d'être éprouvante, doit certainement mobiliser ses énergies et ses ressources alors qu'il aurait dû se concentrer sur ses responsabilités premières. En même temps, s'il ne le fait pas, c'est la justice et le pays risquent d'en pâtir. Pas uniquement parce que ses pouvoirs sont en jeu, mais surtout parce que la politique prendrait alors le dessus sur la justice et la constitution qui est la loi suprême du pays. La justice serait réduite à une moquerie, et le pays à une république bananière. Le DPP, dans sa sagesse, fait de son mieux pour qu'on en n'arrive pas là. Il mérite ainsi tout notre soutien dans cette mission sacrée dans laquelle il s'est engagé et qui consiste à sauvegarder les intérêts du pays. Me. Rashid Ahmine assume sa part de responsabilité. Il incombe maintenant à la Cour d'assumer la sienne, notamment en s'assurant qu'il y ait un procès rapide.

Budget

À quoi faut-il s'attendre ?

Plusieurs annonces ont été faites par le Premier ministre depuis décembre : hausse du salaire minimum, augmentation de la pension en deux phases... Et ce, sans même passer par le budget. Que peut-on donc attendre du budget quand et s'il est présenté ? C'est la question que tout le monde se pose. Le gouvernement pourrait-il encore donner des 'freebies' à différentes catégories de la situation ? Et si oui, de quelle marge de manœuvre dispose-t-il pour le faire ?

Le porte-parole de la 'State and others Employees Federation', Radhakrishna Sadien estime que le gouvernement annoncerait des mesures à court terme ayant un impact immédiat sur la population. L'une d'entre elles, qui sera mise en œuvre en temps voulu, concerne l'ajustement salarial tant attendu dans les secteurs public et privé. Cette question serait, selon lui, l'une des priorités du gouvernement pour amadouer l'électorat. Il évoque aussi le nombre de postes vacants qui n'ont toujours pas été pourvus. Selon lui, il est possible que le gouvernement examine cette question, car de nombreuses personnes attendent désespérément de trouver un emploi.

En ce qui concerne les pensions de retraite et autres, des annonces ont déjà été faites, et seront en vigueur à partir du mois d'avril. « Il sera nécessaire d'examiner leur impact à long terme sur l'économie dans son ensemble. L'érosion des valeurs continue de progresser dans le pays. Son développement ne peut se mesurer uniquement en termes de projets mis en place, mais aussi par la manière dont les Mauriciens réfléchissent. Qu'il y ait des élections ou non, de nombreux problèmes doivent être résolus dans le pays », explique le syndicaliste.

Revenus basés sur les taxes

Quant à l'économiste Takesh Luckho, il ajoute que l'annonce concernant les pensions, faite par le chef du gouvernement, était une promesse du mandat précédent. Il attire ainsi l'attention du public sur cette hausse. « Cette augmentation de pension ressemble davantage à une compensation qu'à une réelle augmentation. La compensation consiste

à accorder du pouvoir d'achat à une personne, tandis qu'une augmentation signifie qu'une personne perçoit effectivement plus d'argent pour ses dépenses. L'augmentation des salaires se fait par le biais de la PRB, mais la compensation n'entraîne pas une augmentation d'argent, bien que le pouvoir d'achat soit maintenu en raison de la dévaluation de la roupie », dit-il.

Une autre mesure que le gouvernement pourrait prendre, selon l'économiste, concerne la révision du salaire, d'autant qu'il a déjà augmenté le salaire minimum. Takesh Luckho affirme que plus de 80% des travailleurs à Maurice perçoivent un salaire de moins de Rs 30 000, et que le gouvernement pourrait apporter des changements à ce niveau.

« En ce qui concerne le financement de ces annonces, on se demande d'où le gouvernement obtiendra les fonds nécessaires. Cela sera financé, d'après moi, par les revenus provenant des différentes taxes, notamment la TVA. Il est à noter qu'il existe deux types de taxation : l'une sur les revenus et l'autre, principalement,

la TVA. Le financement de ces mesures est en train d'être réalisé par les consommateurs et les contribuables. Les revenus du gouvernement proviennent désormais principalement de la TVA et d'une taxe inflationniste, une taxe supplémentaire due à l'inflation. En 2023, un rapport de la MRA a révélé que les revenus s'élevaient à Rs 137 milliards, contre Rs 117 milliards en 2022 et environ Rs 87 milliards en 2021, générés principalement par l'inflation. La hausse des pensions peut donc être vue comme une compensation du pouvoir d'achat », explique-t-il.

Cependant, selon l'économiste, si les augmentations persistent, le gouvernement pourrait être contraint d'annuler des projets d'infrastructures pour financer les prestations sociales, bien que cela ne soit pas garanti, et il devra trouver des sources de revenus alternatives. « Il est possible que des augmentations des cotisations, telles que les taxes et la CSG, soient envisagées. Le fonds de la CSG a déjà été utilisé. En ce qui concerne la taxe déguisée, lorsque le prix de l'essence aurait dû baisser, le gouvernement a maintenu des prix élevés et a mis cet argent de côté sous forme de taxe pour être utilisé ultérieurement », conclut-il.

Maulana Khodadin :

« Respectons la séparation des pouvoirs »

Le Maulana Shameem Khodadin lance un appel au gouvernement de respecter les institutions. Il déplore la crise persistante entre le bureau du DPP et celui du Commissaire de police ainsi que l'institution de la 'Financial Crimes Commission' (FCC) qui vise à usurper les pouvoirs du DPP. « Nous sommes dans un pays démocratique. Nous avons des institutions que nous devons respecter. La séparation des pouvoirs est primordiale pour la bonne marche de nos institutions et du pays. Nous faisons un appel au Premier ministre, au leader de l'opposition et au président de la République pour qu'ils désamorcent cette crise », dit-il.



UP

Dans le cadre des débats sur le Protection and Promotion of the Rights of Persons with Disabilities Bill, Xavier-Luc Duval, leader de l'opposition, a plaidé pour la réintroduction du système de Corporate Social Responsibility (CSR). Il déplore son remplacement par la National CSR Foundation, préférant un engagement direct des entreprises. Il a également souligné que le respect et la dignité des personnes en situation de handicap vont bien au-delà de l'aide financière, et a mis l'accent sur leur place dans le domaine de l'éducation, ainsi que sur l'importance de l'accessibilité dans les maisons.



Une nouvelle ère politique s'ouvre au Sénégal avec l'élection de Bassirou Diomaye Faye, 44 ans, candidat antisystème encore en prison il y a une quinzaine de jours. Sa victoire écrasante dès le premier tour reflète le choix de la rupture fait par le peuple. Avec un programme axé sur la réhabilitation des institutions et la lutte contre la corruption, il promet transparence et progrès, à travers une réforme monétaire et une réappropriation des richesses nationales notamment.

A ÉTÉ DIT

"We must not wait until all journalists are behind bars to say that we no longer live in a democracy. In

1994, under Sir Anerood Jugnauth and his Police Commissioner Raj Dayal, I was put in prison solely for having published some information in the magazine, Le Mag, which they said was a danger for the State. This drift was stopped dead in its tracks because there was a strong reaction from journalists as a whole and from the population. Also, our Supreme Court brought all the heavy-footed dictators back into line. This means that constant vigilance is required."

Alain Gordon-Gentil
L'Express (26 mars 2024)



C'EST ÉCRIT



« La diversité des perspectives est essentielle pour une gouvernance efficace et inclusive. En incluant davantage de femmes dans les instances politiques, le pays peut bénéficier de différentes approches, idées et solutions pour relever les défis socio-économiques complexes. »

Anushka Virahsawmy
Le Mauricien (29 mars 2024)

« Mais je dois surtout dire que nous sommes de moins en moins d'Agaléens à travailler sur la nouvelle jetée comme c'était le cas dans le passé à chaque arrivée de bateau. Pourtant, de génération en génération, nous avons risqué nos vies en mer houleuse pour débarquer les marchandises, dont des véhicules comme des minibus sur les palanquées, et on nous avait dit que notre travail sera moins périlleux avec la nouvelle jetée. »

Arnaud Henri
L'Express (29 mars 2024)



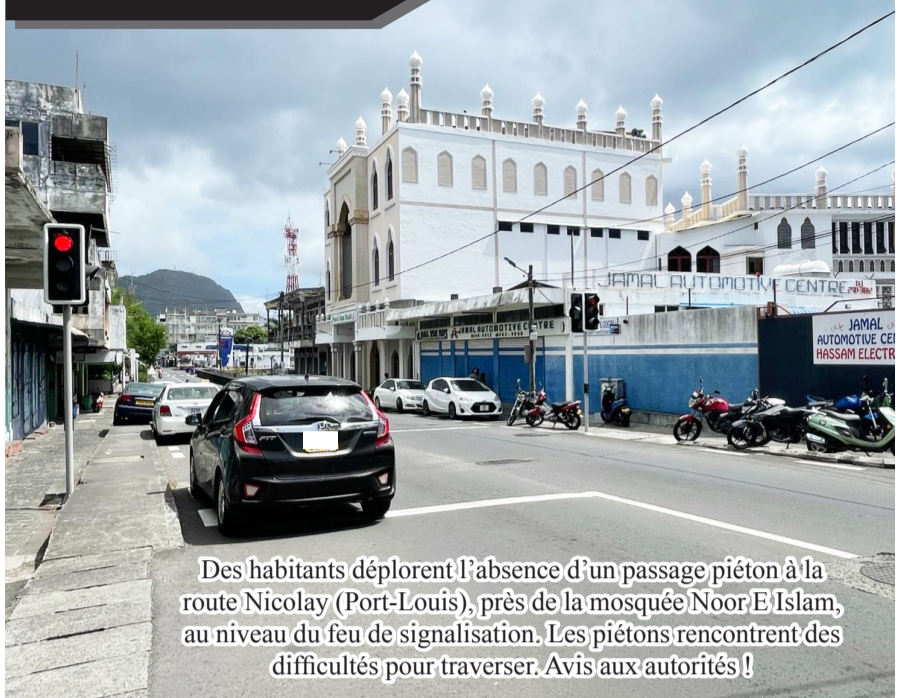
DOWN



Selon un récent rapport de l'ONU, au moins un milliard de repas ont été jetés chaque jour dans le monde en 2022. C'est une tragédie. Ce gaspillage massif de nourriture, dont les ménages sont responsables à hauteur de 60%, est d'autant plus ahurissant qu'il se déroule dans un contexte où environ 800 millions de personnes connaissent des crises alimentaires graves et souffrent de la faim. A Gaza (Palestine) notamment, l'ensemble de la population est exposée à un risque de famine qui croît de jour en jour. Ce gaspillage représente un coût astronomique de plus de 1 000 milliards de dollars par an, aggravant les émissions de gaz à effet de serre et mettant en péril l'environnement.



QUI S'EN SOUCIE ?



Des habitants déplorent l'absence d'un passage piéton à la route Nicolay (Port-Louis), près de la mosquée Noor E' Islam, au niveau du feu de signalisation. Les piétons rencontrent des difficultés pour traverser. Avis aux autorités !

Dans les coulisses...

La HR harceleuse

Cette HR a toujours le vent en poupe, malgré les nombreuses dénonciations dont elle fait l'objet au sein du MSC. Si elle est pressentie pour être nommée sur une base permanente même après que celle qu'elle remplaçait jusque-là a repris son poste, c'est surtout parce qu'elle ne se gêne pas pour faire la sale besogne de la direction. D'où les craintes du personnel. Car outre son harcèlement constant contre les employés, il y a aussi la crainte qu'elle ne facilite certains cas de favoritisme...



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos,
vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute
confidentialité et seront publiées dans
le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY
TIMES

Questions parlementaires

A l'ordre du jour, Agaléga, Air Mauritius, les attouchements sexuels, entre autres

17 questions seront adressées au Premier ministre cette semaine lors des travaux parlementaires à l'Assemblée nationale. C'est le 'Chief Whip' du gouvernement, Kavi Doolub, qui fera l'ouverture du 'Prime Minister's Question Time' avec une question axée sur Agaléga. Il questionnera le chef du gouvernement sur la construction et l'opération de la nouvelle jetée et piste d'atterrissage à Agaléga, et si elle est conforme à l'agenda de la République.

Le député du PTr, Patrick Assirvaden, posera une question sur les annulations et les reports fréquents des vols d'Air Mauritius au cours de ces derniers mois. Il veut en connaître la raison, et si le gouvernement envisage d'effectuer un audit complet sur la viabilité des avions détenus ou loués par la compagnie.

Pour sa part, le député Osman Mahomed interrogera le Premier ministre sur les hommes de lois contractés par le bureau du Commissaire de Police pour ses 'court cases', ainsi que les coûts relatifs. Le cas d'attouchements sexuels sur une fillette de 4 ans interpelle le député Richard Duval du PMSD, qui veut savoir si une enquête a été ouverte à ce niveau, depuis quand l'accusé travaille à Maurice, et s'il a des antécédents judiciaires.

Le député Eshan Juman reviendra à la charge sur le cas d'agression d'un agent du MSM par le ministre de la Fonction publique, Anjiv Ramdhany. Il veut savoir si une enquête a été initiée. Il adressera aussi une question sur les incidents survenus à Rivière-du-Rempart, impliquant des activistes de deux différents partis politiques. Il souhaite savoir si une enquête a été initiée également.

Le scandale E-Health à l'agenda

Le scandale lié au projet d'E-Health sera à l'agenda. Le Dr Farhad Aumeer, député travailliste du no. 2, croisera le fer avec le ministre de la Santé, Kailesh Jagutpal. Il veut avoir la liste des soumissionnaires, le montant de leurs offres ainsi que les détails du bénéficiaire du contrat. Ce projet, rappelons-le, fait l'objet d'allégations d'irrégularités et de favoritisme. D'ailleurs, le député Fabrice David s'y intéressera également. Le Dr Farhad Aumeer interrogera aussi le Dr Jagutpal sur deux médecins du service public. Il veut savoir si ces derniers sont dûment enregistrés auprès du Medical Council.

La hausse du prix des marchandises et du coût de la vie interpelle le député du PTr, Patrick Assirvaden, qui interrogera la ministre du Commerce, Dorine Chuckowry, sur la mise en place d'un mécanisme de contrôle des prix et sur

le fait que certains produits, y compris les médicaments, seront subventionnés par le gouvernement. Le député du PTr, Arvin Boolell, demandera si la 'State Trading Corporation' a fait une demande auprès du 'Pharmacy Council' pour l'importation, et où en est la situation.

Les terres de l'État destinées aux centres culturels à Réduit intéressent le député du MMM Deven Nagalingum. Steve Obeegadoo, le Premier ministre adjoint, devra indiquer si une décision a été prise à ce sujet par le gouvernement à la lumière des représentations faites par le 'Maurice Tamil Cultural Centre Trust' et l'Indo-Mauritian Catholic Association'.

La députée Karen Foo Kune-Bacha compte interroger le vice-Premier ministre Anwar Husnoo sur les inondations survenues dans la circonscription n°20, et veut savoir si une enquête a été menée pour identifier les endroits à risque, les dégâts qui ont été causés, ainsi que les mesures qui ont été prises pour remédier à ce problème.

Le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, devra répondre à une question du député du MMM, Rajesh Bhagwan, en ce qui concerne le Centre Équestre de Petit Gamin, et dire s'il peut obtenir, auprès de la 'Gambling Regulatory Authority', des informations sur l'octroi d'une licence d'exploitation à 'Global Equestrian Ltd'. Le ministre des Finances devra aussi répondre à une question d'Adil Ameer Meea sur la dette publique. Ce dernier s'intéressera aussi à la démolition du bâtiment qui abrite le Kentucky Fried Chicken et les aires de stationnement, érigés sur le canal ainsi qu'au 'overhead pedestrian crossing' qui s'est effondré à la suite d'un accident à Saint-Croix.

Eshan Juman ne lâche pas prise sur les contrats alloués par le ministère des Arts et du Patrimoine culturel. Il questionnera ainsi le ministre des Arts et de l'Héritage culturel pour connaître les noms de tous les soumissionnaires potentiels concernant les 'procurements' dont la valeur dépasse Rs 50 000, et d'autres détails relatifs à ce sujet.

Le Whip de l'opposition, Patrice Armance, aura une question sur les arrangements faits lors du match opposant le Club M au Tchad au stade de Côte d'Or le 26 mars dernier alors que son collègue du PMSD, Richard Duval, interpellera la ministre de la Sécurité sociale sur le nombre de logements sociaux construits par la NEF dans la circonscription no. 12 depuis 2020 à ce jour.



PMQT

Le même scénario se répète

Qui dit rentrée parlementaire, dit retour des questions sans réponses. En effet, lors de la dernière séance de 'Prime Minister's Question Time', sur les 20 questions adressées au Premier ministre, seule une a été considérée. Alors que c'était la toute première séance de l'année 2024 après un long congé de trois mois, il semblerait que Pravind Jugnauth ait encore une fois tenté d'esquiver les questions des députés de l'Opposition.

Sur les 20 questions, dix sont restées sans réponse lors de cet exercice et neuf questions ont été retirées par les députés, comme l'avait annoncé le Speaker de l'Assemblée nationale. À noter que seule la question de la députée Arianne Navarre Marie du MMM a reçu une réponse. Elle portait sur l'introduction de la langue «kréol» à l'Assemblée nationale.

Le député du PTr Patrick Assirvaden affirme que cette situation n'est pas nouvelle, et que le Premier ministre a peur de répondre aux questions des députés de l'Opposition. « Si le Premier ministre était un chef responsable, il n'aurait jamais esquivé les questions qui lui étaient réservées. C'est aberrant qu'il prenne environ 30 minutes pour répondre à une question dans le but d'esquiver les autres », dit-il. « Li ene premier ministre capon li pe peur pou repond ban question », dit-il. Les députés de l'Opposition affirment qu'ils viendront avec encore plus de questions adressées au chef du gouvernement, insistant pour que ce dernier réponde. « Pravind Jugnauth n'a pas à cacher quoi que ce soit.

S'il cache quelque chose, il n'a pas le droit d'être à la tête du pays en tant que Premier ministre. Il doit se comporter comme un Premier ministre responsable et être capable de répondre aux questions. Il est clair que Pravind Jugnauth ne joue pas le jeu de la transparence. Si l'on esquive des questions, cela démontre que l'on cache des choses à la population », affirme Patrick Assi.

Son collègue du PTr, Ritesh Ramful, abonde dans le même sens. Il affirme que depuis le début du mandat du gouvernement, la façon dont le Premier ministre répond aux questions se répète. « Esquiver les questions parlementaires est un mauvais signal pour la démocratie », affirme-t-il. Il ajoute que la population a un seul moyen d'obtenir des réponses à ses questions : l'Assemblée nationale, et les députés sont leurs porte-parole. Pour lui, la façon de faire du gouvernement au parlement est une menace pour la démocratie. « Il y a un manque de transparence et de cohérence », déplore-t-il.

Pour le député Nando Bodha, le Premier ministre transforme la 'Prime Minister's Question Time' en une phase politique. Il fait remarquer que tous les Premiers ministres qui ont dirigé le pays ont répondu à six ou sept questions des députés pendant la tranche des questions qui leur était allouée, mais Pravind Jugnauth abuse en répondant à une seule question, et la réponse est souvent tirée en longueur. Il trouve cela dramatique qu'il n'y ait pas eu suffisamment de questions supplémentaires.

Questions à...

Zaheer Allam : « Intégrer les données climatiques dans la planification urbaine et l'architecture »



Alors que le problème d'inondation, surtout à Port-Louis, reste entier, l'urbaniste Zaheer Allam insiste sur le fait qu'il faut une approche globale pour le régler...

Q : Quel est votre constat par rapport au manque de canalisation et de plan structurel d'évacuation dans le pays, plus précisément dans la capitale ?

Il est vrai que la 'Land Drainage Authority' a réalisé une étude à l'échelle nationale, bien que je ne sois pas familiarisé avec tous les détails. Je pense qu'il est indispensable de développer un plan cohérent par région, intégré dans une vision régénératrice pour chacune de nos villes. De telles initiatives ne se limitent pas uniquement à la construction de canalisations, mais incluent également la création de bassins de rétention et l'adoption de mesures écologiques. Lorsqu'elles sont méticuleusement coordonnées, ces actions peuvent conduire à une amélioration significative de la qualité de vie. Il est ainsi crucial d'adopter une approche globale, car s'attaquer à un seul problème peut générer de multiples bénéfices. Par exemple, au-delà de la simple prévention des inondations, la mise en place de ces infrastructures peut contribuer à la création d'espaces verts urbains, favoriser la biodiversité et améliorer le bien-être des citoyens. Cela implique de penser au-delà de la réponse immédiate aux crises et de s'engager dans une démarche de planification urbaine durable et intégrée, qui tienne compte des défis futurs liés au changement climatique et à l'urbanisation croissante.

Q : N'est-il pas grand temps de revoir le système de canalisation ? Y-a-t-il un manque d'urbanistes dans le pays ?

Effectivement, il est temps de repenser notre système de canalisation, en

prenant en compte l'évolution des conditions climatiques mondiales. Dire que nous manquons d'architectes et d'urbanistes ne serait pas entièrement exact, car le problème des inondations soudaines est relativement récent, tant à Maurice qu'à l'étranger.

Plusieurs pays font face à des défis similaires, avec une augmentation de la quantité de précipitations, tendance qui est appelée à se poursuivre. Il est vrai que les alertes concernant ces changements climatiques ont été signalées depuis des années dans les rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Ce qui nous manque, c'est plutôt une synergie accrue entre les différents départements. Les informations provenant des sciences climatiques ne parviennent pas systématiquement aux autres secteurs concernés. Il est impératif donc de renforcer la collaboration interdépartementale pour intégrer les données climatiques dans la planification urbaine et l'architecture.

Q : Doit-on revoir l'esplanade du Caudan Waterfront afin de permettre une meilleure évacuation d'eau vers la mer ?

Absolument. Repenser l'esplanade du Caudan Waterfront, et ses zones alentours aussi, est nécessaire, non seulement pour améliorer l'évacuation de l'eau vers la mer, mais aussi pour saisir cette opportunité de corriger certaines erreurs d'urbanisme. Notamment la manière dont l'autoroute traverse la ville et isole cette dernière de son front de mer. Avant d'investir massivement dans cette zone, il est primordial d'adopter une approche régénératrice. Cela implique de réfléchir à la manière dont ces investissements peuvent améliorer les fonctions humaines, en renforçant la connexion des personnes à leur environnement. Les inondations, bien que temporaires,

laissent derrière elles des infrastructures permanentes. Il est donc vital d'agir intelligemment, tout en réfléchissant sur des mesures pour augmenter la qualité de vie. Cela pourrait inclure la création de plus d'espaces verts qui agissent comme des zones d'absorption naturelles pour les eaux pluviales, l'amélioration des voies piétonnes pour encourager la marche et réduire la dépendance aux véhicules, et la mise en place d'espaces publics plus inclusifs et accessibles, contribuant à revitaliser cette zone tout en la rendant plus résiliente face aux défis climatiques.

Q : Y-a-t-il un manque d'espaces verts dans la capitale ?

Il est indéniable qu'un manque d'espaces verts dans la capitale a contribué à exacerber les problèmes d'inondation. Les espaces verts jouent un rôle crucial dans l'absorption naturelle des eaux pluviales, ce qui peut atténuer significativement les risques d'inondations urbaines. En outre, l'intégration de solutions basées sur la nature, telles que les toits verts et les jardins pluviaux, pourrait offrir une double fonctionnalité en réduisant non seulement le ruissellement des eaux pluviales mais aussi en améliorant le microclimat urbain. Nous pourrions aller encore plus loin en encourageant les citoyens et les entreprises à rétrofiter leurs bâtiments afin qu'ils puissent absorber leur propre charge d'eau de pluie, réduisant ainsi la pression sur les infrastructures publiques. La promotion de toits verts sur les grands bâtiments de Port-Louis pourrait créer un réseau d'espaces verts interconnectés, favorisant la rétention et l'absorption de l'eau tout en contribuant à la lutte contre l'îlot de chaleur urbaine, en particulier pendant l'été.

L'idée est de traiter ces enjeux de manière holistique, en reconnaissant que la réponse à un problème peut également apporter des solutions à d'autres défis urbains. En cultivant des

co-bénéfices, comme l'amélioration de la biodiversité urbaine, la qualité de l'air, et la qualité de vie des résidents, nous pouvons transformer la capitale en un modèle de résilience et de durabilité environnementale. Cela requiert une vision intégrée, une planification soignée et la collaboration de tous les acteurs concernés, du gouvernement local aux citoyens.

Q : Pensez-vous que les développements ont été faits en respectant les normes de construction ?

Il est évident que certains développements n'ont pas respecté les normes de construction requises, notamment les constructions illégales sur les lits et les rives des rivières, bien que ces cas restent relativement isolés. Cependant, il est essentiel de reconnaître que le problème majeur pourrait résider dans l'obsolescence de nos codes de construction face aux changements climatiques actuels. Plusieurs de nos directives en matière de construction datent de deux à trois décennies, une période durant laquelle les conditions climatiques et les connaissances en matière d'urbanisme et de construction durable étaient significativement différentes.

Il est aussi impératif de revoir et d'actualiser nos normes de construction pour qu'elles soient en adéquation avec les défis climatiques contemporains et futurs. Cette actualisation devrait inclure une meilleure prise en compte des risques liés aux inondations, à l'élévation du niveau de la mer, et aux événements météorologiques extrêmes. Il s'agit également d'intégrer des pratiques de construction durable qui favorisent l'utilisation de matériaux écologiques, la gestion efficace des eaux pluviales, l'isolation thermique et l'utilisation d'énergies renouvelables. Il faudrait aussi que toutes les constructions, nouvelles et existantes, respectent ces directives.

Proposition d'adhésion au MSM

Des membres en vue de LM rejettent l'offre du gouvernement

Une certaine effervescence est notée sur l'échiquier politique à l'approche des prochaines échéances électorales. Alors que les discussions autour de la répartition des tickets se poursuivent au sein de l'opposition parlementaire comprenant le PTr-MMM-PMSD, le gouvernement, de son côté, tente de pêcher dans le bassin de Linion

Moris. En effet, certains membres en vue de cette alliance dirigée par Rama Valayden et Nando Bodha ont été approchés, à titre individuel, par des émissaires du MSM.

Il nous revient ainsi que des offres alléchantes ont été faites à au moins trois membres, et non des moindres, de Linion Moris. Ces derniers semblent

avoir été triés sur le volet. L'un d'entre eux serait même courtisé depuis plusieurs mois, paraît-il. Sauf que les émissaires sont rentrés bredouilles jusqu'ici, car les trois membres convoités ne sont nullement intéressés à rejoindre l'équipe de Pravind Jugnauth.

Le but du MSM, note un observateur, serait de déstabiliser d'une part

cette alliance majoritairement extra-parlementaire, et d'autre part, de donner une certaine crédibilité au gouvernement du jour. Or, ce 'move' du gouvernement n'a pas eu l'effet escompté bien que, dit-on, un deuxième round de proposition se profile à l'horizon. Ce qui, semble-t-il, devrait également tourner en eau de boudin...



Henri Marc Collaud

Trois personnes âgées tuées en six jours

Le vol, motif du crime



Said Fakeermahamode



Beebee Raziya Nathur Saib

Une série de meurtres secoue le pays. Trois personnes âgées tuées dans leur maison par des cambrioleurs en seulement six jours. Les victimes, âgées de 75, 70 et 63 ans respectivement, comprennent deux hommes et une femme. Alors que deux des trois crimes ont été élucidés, les enquêteurs de la 'Major Crime Investigation Team' (MCIT) travaillent toujours sur le troisième cas.

Le plus récent meurtre a été découvert mercredi dernier à Rose-Hill, à la route Boundary. Les voisins et les proches de Beebee Raziya Nathur Saib, âgée de 70 ans, ont alerté la police en raison de son absence inhabituelle et d'une odeur nauséabonde émanant de sa maison. Lorsque les forces de l'ordre sont arrivées sur les lieux vers 17 heures, le corps de la victime a été découvert dans une chambre, dans un état avancé de décomposition. La maison avait été fouillée, confirmant le cambriolage, et des traces de sang ont été retrouvées sur les lieux. De plus, la voiture de la victime avait disparu, ce qui a permis aux enquêteurs de la MCIT et de la 'Criminal Investigation Division' (CID) de Rose-Hill d'élucider l'affaire.

Une opération conjointe de ces deux unités de police a permis d'appréhender Jansen Kervin Somadoo, âgé de 24 ans, résidant à proximité de chez la victime. Le suspect a de lui-même remis les clés de la voiture volée aux limiers. Le véhicule

a été retrouvé à Blue Lane, dans la région de Stanley. Lors de son interrogatoire, le suspect a avoué s'être introduit chez elle pour commettre un cambriolage et l'avoir tué lorsqu'elle l'a surpris. « Mone batte madame la et mone trangle li », a affirmé le suspect. Les résultats de l'autopsie ont confirmé que la victime est décédée des suites d'une strangulation.

A la route Boundary, Rose-Hill, c'est la consternation depuis mercredi. Personne n'arrive à comprendre comment Beebee Raziya a pu trouver la mort dans des conditions si tragiques. « Nous chagrin, enfin mot chagrin la trop faib, li ti ene bon madame, bien content causer, respectable, tout les jours gramatin, nous trouve li marcher, li ti bien joyeux », explique une voisine. Vivant séparément de son mari depuis plusieurs années, elle avait pris sa retraite après avoir exercé comme maîtresse d'école. Elle avait aussi comme

passion la marche et les randonnées. « Li ti bien content marcher, et tout les matin li ti pe ale marcher, akoz li ti pe dire li envi alle la Mecque pou pèlerinage bientôt », confie un proche. Les funérailles de la victime ont eu lieu jeudi.

Dans une autre affaire troublante, le corps de Said Fakeermahamode, 63 ans, a été retrouvé le 22 mars dernier dans une maison à Plaine-Verte. Employé comme assistant aux ressources humaines au Bureau Exécutif de la Police, il aurait été victime de séquestration et drogué. Les résultats de l'autopsie ont révélé qu'il est décédé suite à un œdème pulmonaire aigu et un œdème cérébral. La police a arrêté un couple, Zaid et Shamnaz Santally, locataires de la victime, sur la base d'informations fournies par le fils d'un ami de la victime.

Quelque temps avant sa disparition, il avait appelé le fils de son ami pour lui

confier que les deux suspects voulaient lui soutirer de l'argent. Le corps de la victime a été retrouvé au domicile d'un proche du couple, qui se trouvait à l'étranger. Les enquêteurs de la MCIT sont d'avis que la victime a été prise dans un guet-apens. D'ailleurs, une importante somme d'argent a disparu de son compte bancaire. « Bhai Said ti ene dimoune trankil dans l'endroit, ene dimoune ki vivre so la vie, pas derange personne, li faire le cœur fermal quand trouve dans ki condition line trouve la mort, depi zene li travail ramasse so l'argent », confie un de ses amis. Le couple Santally a expliqué aux enquêteurs que la victime s'est volontairement rendue chez eux, mais n'arrive toujours pas à expliquer comment il est décédé. Depuis lundi dernier, il a fait valoir son droit au silence.

Enfin, Henri Marc Collaud, 75 ans, un ressortissant suisse, a été retrouvé mort dans sa maison à Terre-Rouge, avec des blessures. Bonny Potou et Jacqueline Valery ont été arrêtés le lendemain matin par la CID de Terre-Rouge. Bonny Potou a avoué avoir cambriolé la maison et battu la victime.

Dans les trois cas, le motif du vol a été confirmé, rendant ainsi les personnes âgées vivant seules encore plus vulnérables. Cette série d'événements plonge la communauté des seniors dans la peur.



Bruneau Laurette réclame une enquête sur la SST

Suite à son arrestation, l'activiste et politicien Bruneau Laurette ne compte pas rester les bras croisés. Il a vivement réagi en soutenant qu'il veut aller jusqu'au bout. Dans une déclaration à Sunday Times, il soutient : « Suite à ma lettre datée du 26 janvier 2024, adressée au Directeur des Poursuites Publiques (DPP), à R. Rawoah de la Independent Police Complaints Commission (IPCC) et au Commissaire de Police, concernant les items mentionnés, je demande qu'une enquête soit ouverte sur la Special Striking Team (SST) pour possession de drogue et d'arme à feu retrouvées chez moi ».

« Je maintiens que dès le premier jour (15 novembre 2022) la drogue, l'arme et les munitions retrouvées ont été plantées chez moi en complicité avec d'autres personnes mentionnées par l'inspecteur Sivanandee dans un audio », dit-il. « Ce dernier a également mentionné qu'il fallait me nuire car j'ai dévoilé trop de choses sur des dossiers contre le gouvernement. Or, une semaine après des dénonciations en public, soit à la Place d'Armes le 29 octobre 2022, de la drogue, une arme et des munitions sont retrouvées comme par magie à mon domicile », ajoute-t-il.

Poursuivant, il affirme maintenir « qu'il y a des policiers, dont des hauts gradés, qui roulent avec des cartels de drogue avec leurs complices-informateurs tels que Franklin, Ti Kavy, Bob, Toto et Boundary Boy, entre autres. Que ces informations intègrent mes 'defense statements'. J'espère qu'une enquête sera initiée sur les agissements de la SST, surtout que j'ai dénoncé ces mêmes personnes, qui étaient venues chez moi, alors affectées à l'Anti Drug and Smuggling Unit (ADSU) de Western Division, où une somme de Rs 2.6 millions a disparu chez le Dr Jeetun », souligne-t-il.

L'activiste et politicien explique qu'une semaine après, ces mêmes personnes ont atterri chez lui et ont découvert de la drogue dans le coffre de sa voiture, alors que la clé a été déplacée et que la porte de sa voiture est restée 'unlock'.

Bruneau Laurette demande ainsi au président de la République, Prithviraj Roopun, de justifier son salaire en nommant une commission d'enquête sur les trafiquants de drogue opérant au sein de la police, et de ne pas se rendre complice de ces hauts gradés de la police.

Attouchements sexuels sur une fillette de 4 ans

La protection de l'enfant au niveau national reléguée au second plan

Une vidéo circule sur les réseaux sociaux depuis samedi dernier. On y voit explicitement une enfant de quatre ans subir des attouchements de la part d'un népalais de 48 ans. Le suspect a été arrêté après que la police se soit rendue au dortoir de la compagnie dans laquelle il travaille, située à Petite Rivière. Il a avoué sa culpabilité et a confirmé que la mère de l'enfant était présente et filmait la scène. Cette dernière, une habitante de Richelieu âgée de 33 ans, a également été arrêtée.

La députée du PTr, Stéphanie Anquetil, exprime son indignation face à une situation aussi choquante. Elle pointe du doigt les lacunes et la mauvaise gestion au sein du ministère de l'Égalité des genres, face à cette situation préoccupante. Elle s'interroge sur les actions concrètes entreprises par le gouvernement pour protéger les enfants dans leur ensemble, ainsi que sur l'avancement de la réforme demandée, et déplore le temps que met la ministre à réagir à une situation aussi urgente, alors que des mesures doivent être prises rapidement. « *Auparavant, des campagnes de sensibilisation étaient menées dans les centres sociaux à travers l'île pour informer les parents sur les abus sexuels envers les mineurs et les encourager à protéger leurs enfants. J'insiste sur la nécessité d'une éducation renforcée et de mesures préventives pour éviter que de telles situations ne se reproduisent à l'avenir* », déclare-t-elle.

Stéphanie Anquetil exprime également

ses préoccupations quant à la sécurité de l'enfant à l'hôpital, étant donné son accès public. Elle fait part de sa crainte que la fillette soit placée dans un foyer après sa sortie de l'hôpital, et trouve déchirant qu'une enfant aussi jeune se retrouve dans une telle situation. Déterminée à agir, elle envisage de mener une enquête à son niveau en tant que députée chargée du suivi des dossiers relatifs aux enfants.

L'ancienne ministre de l'Égalité des genres, Aurore Perraud, partage également son inquiétude face à cette situation alarmante. Choquée et révoltée après avoir visionné la vidéo, elle salue cependant le courage des voisins qui ont dénoncé les faits. Pour elle, l'application stricte de la loi est essentielle pour mieux protéger les enfants. « *La protection des enfants doit être une priorité nationale, que ce soit à domicile, à l'école ou dans les shelters* », dit-elle.

Absence de solution

Aurore Perraud souligne l'importance pour les parents d'assumer leur responsabilité dans cette affaire. Elle critique également le manque de campagnes de sensibilisation gouvernementales sur les abus sexuels envers les enfants, plaidant pour un effort continu dans ce domaine, et insiste sur la nécessité d'en mener régulièrement pour alerter les parents et la population, et pas seulement lors de journées spécifiques. Aurore Perraud déplore également le manque d'engagement et d'action soutenus de la part des autorités,

soulignant l'importance de prendre au sérieux la gravité de la situation, même dans les écoles. Elle estime que la sensibilisation doit être nationale.

L'ancienne ministre recommande un suivi psychologique des victimes et des agresseurs avant leur libération. Elle insiste sur le manque de considération du gouvernement dans cette affaire. Selon elle, malgré quatre ans écoulés depuis, aucune solution concrète n'a été proposée pour contrer l'augmentation des cas d'abus sexuels envers les enfants. Elle critique aussi le silence persistant de la ministre de l'Égalité des genres, estimant qu'elle n'a pas pris les mesures nécessaires malgré sa responsabilité dans ce dossier depuis le début du mandat gouvernemental.

Éducation sexuelle

Selon Azeemah Beeharry, psychologue, l'amélioration du mécanisme de prévention contre les abus sexuels sur les enfants nécessite une approche holistique. Cette approche implique la sensibilisation des divers acteurs, tels que les enfants, les parents et les enseignants, aux signes et symptômes des abus sexuels sur les enfants, ainsi qu'aux dangers potentiels et aux stratégies de prévention.

« *Il est crucial d'enseigner aux enfants la différence entre les contacts appropriés et inappropriés, tout en les encourageant à exprimer leurs sentiments et à signaler tout comportement suspect. De plus, les enseignants doivent suivre une*

formation pour apprendre à reconnaître les signes d'abus sexuels et à réagir de manière appropriée. Une intervention précoce est également essentielle. Les professionnels tels que les psychologues et les travailleurs sociaux peuvent collaborer avec les autorités locales pour développer des programmes visant à identifier et à traiter les familles à risque avant que les abus ne se produisent », explique-t-elle.

La psychologue souligne que l'éducation sexuelle doit être une priorité dans le curriculum scolaire. Elle estime qu'il est nécessaire de fournir aux jeunes des informations précises et factuelles sur la sexualité, car ils sont souvent exposés à des informations non fiables provenant de sources telles que les médias sociaux, et qu'il est également important de leur permettre de comprendre les aspects physiques, émotionnels, sociaux et relationnels de la sexualité, ce qui favorisera une meilleure santé sexuelle à long terme.

« *En enseignant aux élèves les concepts de consentement, de respect des limites personnelles et de reconnaissance des comportements inappropriés, on peut contribuer à la prévention des abus et des violences sexuelles. De plus, il est crucial de réduire les stigmatisations et les discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, tout en aidant les jeunes à prendre des décisions éclairées concernant leur santé sexuelle et leurs relations* », conclut-elle.

Nombre croissant d'accidents

Sensibilisation et éducation, deux facteurs clés dans la prévention, selon Ranjit Jokhoo

La série noire des accidents se poursuit dans le pays. Durant la semaine écoulée, quatre personnes ont perdu la vie sur les routes. Il faut dire que depuis janvier, le bilan des accidents ne cesse de s'alourdir. Les statistiques suscitent des interrogations quant aux diverses mesures prises pour résoudre ce problème. Devrions-nous réintroduire le permis à points pour diminuer le nombre d'accidents dans le pays ?

L'ancien inspecteur de police et enquêteur de la 'Major Crime Investigation Team' (MCIT), Ranjit Jokhoo, estime qu'il y a beaucoup de négligence dans la façon dont les conducteurs se comportent sur nos routes. « *Dans de nombreux cas, on attribue l'accident à la vitesse, mais il n'y a jamais eu d'étude pour confirmer que c'est bien la vitesse qui a causé l'accident* », dit-il. Selon Ranjit Jokhoo, si une personne roule à grande vitesse là où il y a beaucoup de piétons ou si la route est en réparation, c'est à ce moment-là qu'un accident pourrait se produire. Bien souvent, ce sont les comportements irresponsables des conducteurs qui provoquent des accidents, estime-t-il.

Ranjit Jokhoo affirme qu'une peine plus sévère n'est pas suffisante pour réduire le nombre d'accidents sur nos routes. En prenant l'exemple des crimes dans le pays, il affirme que malgré l'augmentation des peines, leur nombre n'a pas diminué. « *Durcir la loi n'est pas la solution* », affirme-t-il. Pour notre interlocuteur, la seule solution est l'éducation des piétons, des automobilistes et des motocyclistes. Il est d'avis que de nombreux accidents sont causés par des motocyclistes et déplore le manque d'initiative des autorités pour sensibiliser ces conducteurs aux dangers sur nos routes. Selon lui, les responsables des centres sociaux devraient réunir les motocyclistes pour les sensibiliser aux mesures préventives.

Pour Ranjit Jokhoo, l'éducation n'est pas suffisamment mise en œuvre, et c'est un constat. « *Au lieu de sensibiliser la population pour éviter les accidents, les autorités se concentrent sur des aspects qui n'ont pas de sens, alors que l'éducation et la sensibilisation des usagers de la route sont primordiales* », souligne-t-il. Il se demande également

pourquoi les autorités ne mènent plus de campagnes de sensibilisation dans les différents endroits, que ce soit dans les centres sociaux, les 'Youth centre' et les 'Citizens Advice Bureau' (CAB) aux citoyens de l'île.

Notre interlocuteur estime qu'il existe des panneaux de signalisation, mais qu'ils ne sont pas suffisamment visibles pour les usagers de la route. Il déplore le manque de lisibilité des inscriptions, alors que dans d'autres pays, les panneaux de signalisation sont visibles à une certaine distance. Il est d'avis qu'il faut en installer à une distance de 30 mètres et que les inscriptions doivent être conçues de manière à être visibles pour les usagers de la route. En ce qui concerne l'état des infrastructures routières, il affirme que les autorités ont tendance à se concentrer uniquement sur les routes principales ou les autoroutes lorsqu'elles étudient les accidents, négligeant les petites

routes où de nombreuses vies sont également perdues. Ranjit Jokhoo affirme que l'état de ces infrastructures est déplorable et que les autorités responsables devraient s'occuper de ces problèmes. Il déplore également le manque de marquages au sol sur ces routes.

Concernant le permis à points, l'ancien inspecteur de police est d'avis que ce n'est pas la solution. « *Je ne dis pas que c'est mauvais, mais le permis à points ne résoudra pas le problème. Il faut avoir des lois, mais il faut encourager l'éducation des gens. C'est cela qui est important* », conclut-il.



Democracy Watch Mauritius

Pour des résultats positifs aux travaux parlementaires ?

Dans une situation locale et mondiale très difficile, le rôle et l'opportunité qu'offre le Parlement des élus de la République sont immenses. Pour débattre ouvertement et trouver des solutions à court terme, ainsi que des nouvelles lois ou amendement aux lois existantes pour des solutions à long terme. Alors pourquoi ces dysfonctionnements, renvois d'élus, absence de débats ouverts et congés parlementaires démesurément longs ?

Gouverner, c'est prévoir ! Prenons un exemple : la nécessité reconnue par tous de l'autosuffisance alimentaire, l'autosuffisance énergétique et l'autosuffisance hydraulique. Les sociétés modernes, qui n'ont pas encore pleinement réussi la transition à l'ère de l'énergie renouvelable, dont nous même à Maurice, sont totalement vulnérables à tout arrêt soudain d'approvisionnement en carburants fossiles.

Régler et établir un cadre légal réel pour les producteurs d'électricité renouvelable. Encourager, par exemple, les propriétés sucrières, ainsi que les anciennes qui ont fermé et qui peuvent rouvrir, à promouvoir une diversité agricole forte. Donner un cadre légal et encourager le dessalement de l'eau de mer avec de l'énergie solaire, etc. La guerre en Ukraine et à Gaza, la famine au Soudan, le breakdown complet de la gouvernance à Haïti, et d'autres événements tels que les cyclones dans l'Océan Indien (de plus en plus fréquents et éventuellement plus intenses), ainsi que les pressions politiques des grandes puissances pour des facilités et bases dans nos régions, n'ont pas fini de nous affecter, nous qui sommes dépendant à 100% du pétrole importé et à 70% de nos besoins alimentaires de base.

Si les radios privées, les organismes indépendants et la presse écrite peuvent discuter de ces sujets, alors que fait le Parlement qui a lui le pouvoir de légiférer et faire avancer ces dossiers ?

South African Speaker steps down on corruption charges

Democracy Watch has learned that the Speaker of the South African Parliament stepped down last week, following serious corruption charges against her. We have chosen to include this matter in our bulletin for

various reasons.

We have always supported the long drawn battle against corruption in our own country and in SADC countries with which we have close partnership. We have also signed a number of protocols on good governance and we believe that all of us should honour our commitment.

Mrs Nosiviwe Mapisa-Nquakula, SA Speaker, an African National Congress (ANC) veteran, was formerly the Defence Minister and it was during her tenure of office as Defence Minister that allegations of bribery against her were aired in the press. It was reported that one defence contractor made a huge cash payment to her.



How did the former President Jacob Zuma, himself on trial for serious corruption charges, handle the issue? He simply appointed a Parliamentary investigation, composed mainly of ANC lawmakers. It came as no surprise that the investigation abruptly ended when Mrs Nquakula was appointed Speaker in 2021.

The ANC reputation has been badly damaged as several high profile corruption cases involving ANC officials have cropped up. With the general elections round the corner, the South African government is under pressure to take remedial action. Hence, the investigation involving Mrs Nquakula when she was Defence Minister. But, this time the investigation has been initiated by the National Prosecuting Authority.

Are there elements of comparison with what is happening in Mauritius? No doubt. Every reader will readily draw his own conclusion on the excesses of the ruling party, especially as our government has been qualified as a stand-alone autocratizer by V-DEM in its latest report on the

global survey of democracy. Suffice to say. We also have had a few high profile corruption cases initiated by ICAC, but the public did not see any concrete action. Equally, the press did report on the conduct of the Speaker in his previous role as ambassador, but no formal investigation was carried out. Parliamentary Questions on the Speaker's past were turned down by the Speaker's office without any explanation. The notion of transparency and good governance were simply thrown away. As we too are facing a general election soon, will the Prime Minister proudly announce that the same person will serve as the Speaker of the next Parliament if his party wins?

parlementaires, président et membres d'une 'Political' Crime Commission, gardien chef de constitution, protectrice des mercantis, leadership de faiblesse constabulaire, etc. ? Qui sommes-nous, vulgaires vermisses, pour oser contester un rayon du bon plaisir d'un Empereur Soleil ? Nous nous sommes écrasés lors de désignation injustifiée de minus. Nous perdons de ce fait notre droit de regimber contre un bon plaisir absolu, méprisant nos pitoyables sursauts de dignité, quand ce pouvoir absolu congédie comme des malpropres certains ex privilégiés. Nous méritons amplement le gouvernement que nous plébiscitons

Illogique politique cartésienne de deux poids et deux mesures Olympiques

Texte : Information récemment contenue dans des journaux télévisés français. L'Elysée (à ne pas confondre avec l'Olympe) décrète, tant de manière hexagonale qu'ultra marine, qu'athlètes et dirigeants Russes et Biélorusses, non seulement sont privés du droit de défilé à l'ouvertures des prochains jeux olympiques de Paris, sous leurs couleurs nationales, mais encore sont interdits de tout défilé inaugural, même derrière un drapeau neutre, voire le drap blanc de l'infâme reddition.

Commentaire de Democracy Watch : Nous aurions applaudi des deux mains une telle mesure de salubrité publique d'ordre international, si seulement Paris avait osé appliquer à Israël et à ses complices, les Etats-Unis d'Amérique, une sanction équivalente. Restons cartésiens. La sainte Russie de l'ignoble Poutine occupe illégitimement entre 10 et 20% du territoire Ukrainien, Crimée comprise, sinon incriminée. Israël, devenu état voyou, est au moment de parachever la situation finale d'éradication de la population Palestinienne de la Bande de Gaza. Athlètes et dirigeants Russes et Biélorusses sont privés de défilé. Leurs homologues israéliens et états-uniens pourront pourtant défilé à loisir le long de la Seine et même se livrer au salut nazi de sinistre mémoire si le cœur leur en dit. Pas sûr que l'Elysée y trouve à redire. De quoi perdre notre français et notre attachement au cartésianisme.

Que ne ferait-on pas pour assurer dès à présent l'élection élyséenne en 2027 du poulain de Macron, 'Djibril' Atal, en espérant que d'ici là, Marine Le Pen casse sa pipe politique.

However to her credit, Mrs Nquakula has stated that she would prove her innocence in court, but has agreed to step down, leaving her seat to the Deputy Speaker to "protect the integrity of Parliament". We can ask ourselves, who will protect the integrity of our Parliament?

Peut-on exiger la justification de la révocation d'une désignation ministérielle injustifiée ?

Texte : Rejet vociférant d'une question parlementaire (celle d'Eshan Juman, Parti Travailliste), voulant connaître le pourquoi de la révocation ministérielle du ministre Vikram Hurdoyal, désormais rejeté dans caro zanas (*L'Express* du 22.3.2024)

Commentaire de Democracy Watch : N'est-ce pas présomptueux de notre part d'exiger, même d'un Premier ministre en fonction, une quelconque justification à un limogeage ministériel en règle, alors que nous acceptons sans broncher, le séant offert, l'imposition injustifiée de nominations de hauts dignitaires autrement plus criards et cruciaux, tels vociférateurs

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Moral upgrade in the last days of Ramadan

Man's greatness is not measured by his education, wealth, or rank but by his high manners, humility, austerity and sincerity. Without manners, we are sterile. Morality is our best weapon. Our religion spread through higher ethical values, yet today Muslims are generally lack high morals and manners. Our flowers have lost their fragrance. We need a deeper reflection. We need to look into our ethical values very carefully. We need humility, forgiveness, high morality and sweet temperedness.

Islam teaches us forgiveness. There are 99 names of Allah given in the Quran. Some of these most beautiful names are related to Allah's mercy and forgiveness, namely Al-Ghafoor, Al-Afuw, Al-Tawwab, Al-Haleem, Al-Rahman and Al-Rahim. The Prophet Muhammad (saw) has taught us to recite this prayer abundantly during the last 10 days of Ramadan: "O God! You are most Forgiving One, You love to forgive, so forgive me."

If you refuse to forgive others, how can you expect the Almighty to forgive you. The Prophet Muhammad (SAW) was the most forgiving person. When he went to Ta'if to preach the message of Allah to his people, they mistreated him, abused him and hit him with stones. He left the city humiliated and wounded. When he took shelter under a tree, an angel appeared to him and told him that Allah was very angry with the people of Ta'if and sent him to destroy them because they mistreated him. The Prophet (SAW) prayed to Allah to save the people of Ta'if, because what they did was out of their ignorance.

When the Prophet Muhammad (SAW) entered the city of Makkah after the victory⁵, the Prophet had in front of him some of his staunchest enemies, those who had fought him for many years, persecuted his followers and killed many of

them. He now had full authority to do whatever he wanted to punish them for their crimes. The Prophet (SAW) asked them: "What do you think I shall do to you now?" They expected nothing but retaliation and pleaded for mercy. The Prophet said: "Today I shall say to you what Yusuf said to his brothers, No blame on you today. Go, you are all free." 12:92

Abu Jahl was the worst enemy of Islam. His son, Ikrimah followed in the footsteps of his father. The Prophet Muhammad



Par Bashir Nuckchady

of the relations of Abu Bakr Siddique (RA), spread this false accusation against Ayesha. It was a great misdemeanor on his part. Mistah was not a well-



(PBUH) forgave Ikrimah on the eve of the conquest of Makkah.

Habbar Ibn Aswad hurt Zainab, the daughter of The Prophet Muhammad, when she was attempting to emigrate from Makkah. She was pregnant. She suffered a miscarriage, from which she never recovered. Habbar came to the Prophet and sought pardon. The Prophet Muhammad, despite his personal pain, granted him an unconditional pardon.

Hazrat Hamza was the Prophet's loving and devoted uncle. Wahshi Ibn Harb killed Hamza ruthlessly during the battle of Uhud. Hinda, wife of Abu Sufyan, chewed the liver of Hamza after his martyrdom. Wahshi came to The Prophet Muhammad in Madina and asked for forgiveness. The Prophet pardoned him. Hinda sought pardon from Muhammad on the eve of the conquest of Makkah and he granted it.

During the Prophet's lifetime, a false accusation was leveled against his wife Ayesha. Mistah Ibn Athathah, one

off person and was financially helped by Abu Bakr, which he stopped after this incident. It was, in the first instance, not the legal responsibility of Abu Bakr to extend help to him. He did it on his own accord on moral grounds. After this incident, he was morally justified to stop this financial help. When Abu Bakr stopped giving Mistah financial help, the following verse was revealed:

"Let not those who are men of plenty and means among you swear that they will not give to their relatives and the poor and those who leave their homes in the service of God. They should forgive and overlook (their feelings). Would you not like God to forgive you? And God is forgiving and kind." 24:22

Such are the noble teachings of Islam! What a high moral standard Muslims are taught through the Quran and the actions of its prophets! Muslims are advised to do good even to the enemies and those who have hurt them. Yet Muslims are not known for higher ethical values today.

Ramadan Ramadan

The holiest month of the year am I, with full of benedictions
Mandatory is fasting on poor and rich, young and old
Feel the agony of hunger, like the poor in starvation
Come take me in your laps respectfully and dig for gold

The whole environment is really blessed with my touch
How lively and joyful are the mosques with spirituality
Hence prevailing across the universe majestically as such
Truly my presence where ever I am is felt conspicuously

The glorious night of power in me is verily embodied
Granting invaluable one thousand months of rewards
For those faithful observers rewards are multiplied
An exquisite spiritual gain, paradise acceding awards

Alas this spiritual pleasure, not permanent will vanish
After my sudden departure empty will be the mosque
A plea I make, after me do not let your prayers perish
Remember; always stay in the mosque before the clock

■ By Cassam Tupsy

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

APPLICATION FOR BUILDING & LAND USE PERMIT MADE TO DISTRICT OF PAMPLEMOUSSES

Name of Applicant: Muhamad Irfaan Kaudeer

Proposed Activity: Extension at ground floor to an existing residential building to be used for commercial purposes

Address of site: Royal road, Calebasses

Any objection against the proposed development should be made in writing to the above-mentioned District Council within the delay of 15 days as from date of display.

NOTICE UNDER CADASTRAL ACT OF THE LAND SURVEYORS ACT 2012

Notice is hereby given that I, M. IRSAAD NUCKCHADY, Land Surveyor, at the request of Mrs. Amrita Tooffannee, will survey a portion of land of extent of 253.25m² belonging to Mrs. Amrita Tooffannee by virtue of a deed transcribed in TV 6220 No.08, situate in the district of Grand Port, at L'Escalier.

The said survey will start on Tuesday 23rd day of April 2024 as from 10Hrs30 and will continue on the following days if need be.

The owners of the adjoining properties are requested to be present at the said survey on the aforesaid day and hour and to bring along with them all title deeds, plans and whatever like documents concerning their properties so as to enable me to establish correctly the limits separating the aforesaid portion of land from the adjoining properties.

Under all legal reservations.
Dated at Port-Louis, this 27th March 2024.

(sd) M. IRSAAD NUCKCHADY
LAND SURVEYOR
Of 4, Sir Virgile Naz Street,
Port-Louis.

M.I. NUCKCHADY
(LAND SURVEYOR)
4, Sir Virgile Naz Street
Port-Louis
Tel: 210 2860

Agissons pour démanteler l'apartheid

Louanges à Allah, Salutations sur le Prophète Muhammad (SAW)

« Ô hommes ! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle, et Nous avons fait de vous des nations et des tribus, afin que vous vous connaissiez mutuellement. » (Surah Hujuraat (49) verset 13)

« Ô hommes ! Craignez votre Seigneur qui vous a créés d'un seul être, et a créé de celui-ci son épouse, et qui de ces deux-là fait répandre (sur la terre) beaucoup d'hommes et de femmes. » (Surah An Nisa (4) verset 1)

Depuis le démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud, nous avons tendance à croire que celle-ci a disparu. Notre tendance à nous concentrer sur nous-même et sur notre bien-être nous a fait perdre de vue les persécutions, les atrocités et les barbaries que fait subir l'apartheid israélien à nos frères et sœurs Palestiniens.

Dans un rapport publié le 1er février 2022, Amnesty International dénonçait l'imposition, par Israël, d'un système d'oppression et de domination à l'encontre des Palestiniens, faisant de ces derniers une race inférieure. Elle rejoignait ainsi la position de Human Rights Watch, une organisation basée aux US, qui avait conclu en avril 2021 qu'Israël était coupable de « crimes contre l'humanité par l'apartheid et la persécution ».

Ces ONG internationales mettaient en relief une liste d'abus commis par Israël, allant de la saisie de terres et de propriétés palestiniennes, aux tueries illégales, du transfert forcé aux restrictions drastiques de mouvement, de la détention administrative au refus de la nationalité et la citoyenneté aux Palestiniens. Il s'agissait clairement d'un système d'apartheid sous la loi internationale. Les organisations des droits humains Palestiniens ont toujours utilisé le terme apartheid pour décrire le système d'oppression d'Israël dans les territoires occupés.

Retour dans l'histoire

À l'origine, le terme « apartheid » a été utilisé pour désigner le régime politique de l'Afrique du Sud de 1948 à 1991. À l'époque, le pays imposait explicitement la ségrégation raciale, instituant à travers tout un système de lois et de pratiques la domination et l'oppression d'un groupe racial par un autre, en l'occurrence celle des noirs par les blancs.

Le mot « apartheid » évoque immédiatement l'Afrique du Sud. Mais c'est aussi un crime contre l'humanité, défini dans plusieurs textes de droit international, qui peut se produire ailleurs dans le monde.

L'apartheid est définie comme un système d'oppression et de domination d'un groupe racial sur un autre, institutionnalisé à travers des lois, des politiques et des pratiques discriminatoires. Par ailleurs, le crime d'apartheid suppose la commission d'actes inhumains, dans l'intention de maintenir cette domination.

Il existe des instruments internationaux en matière de droits humains qui interdisent explicitement l'apartheid

« Quand on leur dit : 'Ne semez pas la corruption sur la terre', ils disent : 'Au contraire, nous ne sommes que des réformateurs !' » (Surah Baqarah (2) verset 11)

L'apartheid est toujours une réalité pour des millions de personnes. Le crime d'apartheid, tel que défini en droit international, peut être commis dans d'autres parties du monde, dans des contextes divers. En 2017, un rapport international dénonçait le système institutionnalisé de ségrégation et de discrimination, allant jusqu'à la persécution, à l'encontre des Rohingyas dans l'État d'Arakan, au Myanmar. Les persécutions systématiques que subissent les Musulmans en Inde frisent l'apartheid tout comme celles, par le gouvernement chinois, des Musulmans

Ouighours au Xinxiang.

En 2022, après un travail de recherche de près de quatre ans, Amnesty arrivait à la conclusion que les autorités israéliennes avait progressivement mis en place un apartheid à l'encontre du peuple palestinien dans son ensemble. Celui-ci est fragmenté entre Israël, les territoires palestiniens occupés et les pays tiers où certains sont réfugiés depuis des décennies. Les Palestiniens sont dépossédés de leurs biens et de leurs terres, déplacés de force, confinés dans des enclaves et leur liberté de mouvement est drastiquement restreinte.

Quels sont les crimes commis dans un régime d'apartheid ?

Les actes spécifiques commis dans ce contexte et qualifiés de crimes d'apartheid vont d'actes ouvertement violents, comme les blessures graves, le meurtre, le viol et la torture, à des transferts forcés de population, des détentions administratives, la privation de droits et de libertés fondamentaux et le déni du droit de participer à la vie politique, sociale, économique et culturelle du pays. Ces crimes, commis dans une impunité quasi-totale, ont pour but de maintenir la domination d'un groupe racial (tel que défini

par la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale) sur un autre.

« En vérité, ceux qui rejettent la foi, cela leur est égal : que tu les avertisses ou non, ils ne croiront pas. Allah a scellé leurs cœurs et leurs oreilles; et un voile épais leur couvre la vue; pour eux il y aura un grand châtime. » (Surah Baqarah (2) verset 6-7)

Il ne se passe pas un jour sans que nous ne témoignions, à Gaza, de la barbarie sans égal, de la cruauté animale et de la sauvagerie atroce des criminels de guerre que sont les sionistes, car ce sont eux les commanditaires et les auteurs de l'apartheid en territoire occupé. Le monde le sait maintenant, les sionistes ne sont, comme les définissent les conventions internationales, pas moins que des criminels de guerre, avec une pierre à la place du cœur. Le bourreau de Tel Aviv se délecte du carnage de victimes innocentes.

Les sionistes sont d'une cruauté abjecte. De l'occupation illégale de territoire à l'expulsion des Palestiniens de leurs propres maisons, de la discrimination raciale à l'emprisonnement arbitraire, du passage au bulldozer des maisons à l'apartheid, de la création de la prison à ciel ouvert au camp à ciel ouvert de concentration et de la mort nommé Gaza, de la persécution d'enfants au violation des droits humains, de la privation d'eau au contrôle de la quantité de nourriture à permettre d'entrer au Gaza, les sionistes se croient tout-puissants et affichent leur impunité.

Il faut savoir que l'approvisionnement des Palestiniens en eau potable, voire la privation de l'accès à cet élément essentiel était devenue, ces derniers années, l'arme la plus redoutable à Israël pour exacerber sa politique d'apartheid. Même la collecte de l'eau de pluie est interdite en territoire occupé. Soulignons que Mekorot, cette compagnie criminelle qui prive les Palestiniens d'eau, est présente à Maurice.

Faisant partie d'une Ummah globale, nous avons le devoir de dénoncer et d'apporter notre soutien au démantèlement de l'apartheid.

« Ne pense point qu'Allah soit inattentif à ce que font les Zhalimoun (injustes). Il leur accordera un délai jusqu'au jour où leurs regards se figeront. » (Surah Ibrahim (14) verset 42)

■ Par Mosadeq Sahebodin

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction



Hazrat Suhayb Ibn Sinân Al-Rumî (R.A)

Hazrat Suhayb ibn Sinân al-Rumî (R.A) était parmi l'un des plus grands compagnons du Noble Prophète (PSSL). Au début de l'an 591, soit vingt ans avant l'annonce publique de la mission du Noble Prophète (PSSL), un homme du nom de Sinan ibn Malik gouvernait la cité d'al-Uballah pour le compte de l'empereur perse, possiblement Khosrow II. La cité qui fait maintenant partie de Basra, se trouvait sur les berges de l'Euphrate près de Mosul. Sinan avait plusieurs enfants et il affectionnait plus particulièrement l'un d'eux, du nom de Suhayb, qui avait alors à peine cinq ans. Suhayb était un bel enfant avec des cheveux roux. Un jour, sa mère emmena les enfants dans un village appelé al-Thani pour y faire un pique-nique. Ce qui devait être une journée de détente tourna vite au cauchemar car des grecs envahirent le village, pillant et saccageant tout sur leur passage. Ils tuèrent tous les gardes accompagnant la famille de Suhayb et firent de nombreux prisonniers, parmi lesquels figurait Suhayb lui-même.

Les grecs emmenèrent Suhayb au marché d'esclaves de Byzance et il fut vendu. Il passa de maître en maître, et ainsi vingt ans de sa vie se sont écoulés en terre byzantine. Il a grandi en parlant grec, la langue des

byzantins, et a pratiquement oublié l'arabe. A la première occasion, Suhayb s'enfuit de chez son maître et mit le cap sur Makkah Shareef car c'était un lieu sûr, une terre d'asile. A Makkah, on lui donna le surnom de 'Rumi', qui signifie le 'Romain', en raison de ses origines, son accent romain et sa peau de couleur rosâtre. Il se mit au service d'un membre de l'aristocratie mecquoise, un homme du nom d'Abdullah ibn Judan at-Taymi. Il s'engagea par la même dans le commerce et devint assez riche. Un jour, il entendit dire que Muhammad (PSSL) prêchait une nouvelle religion dans la maison d'Al-Arqam ibn Abi al-Arqam. Il vint le rencontrer pour en savoir plus et, convaincu de la véracité du message de l'Islam, il fit allégeance au Noble Prophète (PSSL). Les chefs des Quraish finirent par apprendre la nouvelle et commencèrent donc à l'importuner et le torturer, tout comme ils l'avaient fait avec Hazrat Bilaal Ibn ibn Rabah (R.A) et Khabbab ibn al-Aratt (R.A).

Plus tard, quand le Noble Prophète (PSSL) décida d'accorder la permission aux croyants d'émigrer vers Madina Shareef en l'an 622, Hazrat Suhayb (R.A) décida de partir lui aussi, mais les Quraish eurent vent de ses intentions et ils recrutèrent des sentinelles

pour l'empêcher de quitter Makkah et emporter sa richesse avec lui. Pourtant, c'était le fruit de son commerce qu'il avait gagné honnêtement. Le Noble Prophète (PSSL), accompagné de Sayyiduna Abu Bakr Siddique (R.A), put quitter Makkah dans les conditions difficiles que l'on sait, avec les mercenaires mecquois à ses trousses, tandis qu'Hazrat Suhayb (R.A) cherchait vainement l'occasion de s'enfuir lui aussi, sans succès. Un soir pourtant, il pût déjouer la vigilance de ses gardes pour prendre la route de Madina Shareef. Constatant qu'Hazrat Suhayb leur avait échappé, les mecquois le poursuivirent et purent finalement le rattraper. Les voyant arriver, Hazrat Suhayb (R.A) grimpa sur une colline, et tenant en ses mains son arc et ses flèches, il s'écria : « Ô les hommes des Quraish ! Par Dieu, vous savez bien que je suis l'un des meilleurs archers et je ne rate jamais ma cible. Si vous approchez, je vous tuerai un par un ; ensuite je frapperai avec mon épée. » Les Quraish répondirent : « Par Dieu, nous ne te laisserons pas t'échapper en vie avec ton argent. Tu es venu à la Mecque pauvre et démuné et tu as acquis ce que tu as acquis. » « Que diriez-vous si je vous laissais ma richesse ? », interrompit Suhayb. « Me laisserez-vous m'en aller ? »

« Oui », répondirent les mecquois.

Hazrat Suhayb (R.A) leur expliqua où il avait caché l'argent dans sa maison, et ainsi il put leur échapper. Quand il arriva à Quba, qui est tout près de Madina, le Noble Prophète (PSSL) le vit s'approcher et lui dit : « Tu as fait une bonne affaire. Ô Abu Yahya, tu as fait une bonne affaire », répétant cette phrase trois fois. Le visage de Hazrat Suhayb (R.A) brillait de joie, et il dit au Noble Prophète (PSSL) : « Ô Messenger d'Allah, personne à part moi n'est au courant de ceci. Seul Hazrat Jibraeel (A.S) a pu vous en informer. » Hazrat Suhayb (R.A) a pris part à de nombreuses batailles telles que Badr, Uhud et Hunayn. Il fut choisi par Hazrat Umar (R.A) pour diriger les prières pendant quelque temps, quand ce dernier était alité durant ses derniers moments. Et c'est lui qui a accompli la Namaz Janaza de Hazrat Umar bin Khattaab (R.A).

Hazrat Suhayb Rumi (R.A) était reconnu pour sa générosité ; il aimait surtout faire don de nourriture aux gens nécessiteux. Le Noble Prophète (PSSL) l'aimait beaucoup et faisait son éloge. Il est décédé à Madina Shareef en mars de l'an 659. Il a été enterré dans le Jannat al-Baqi'.

Par Abdus Saboor Mohamed Saleh

Le jeûne : Se rapprocher d'Allah pour obtenir sa miséricorde

Le Jeûne du Ramadan, 4ème pilier de l'Islam, 9ème mois du calendrier islamique, est le mois béni durant lequel le Coran, qui est un guide pour toute l'humanité, fut descendu.

Le Ramadan est un mois béni durant lequel une personne qui jeûne s'abstient de manger et de boire, de l'aube jusqu'au coucher du soleil. Ce mois béni de jeûne nous offre l'opportunité de s'adonner à une introspection de soi, à l'abnégation et à la recherche de la spiritualité et de la piété d'Allah. Le mois comporte aussi "La nuit du Destin" (*Laila tul Qadr*) l'une des nuits de la fin du mois du Ramadan, et aussi connue comme la nuit du pardon, une nuit bénie qui vaut plus que mille mois.

Remise en question

Chaque musulman(e) ayant atteint l'âge de la puberté et en bonne santé, se doit de se demander quel est l'objectif final de cette abstinence. Pourquoi je jeûne ? Pour qui je jeûne ? Serais-je réconforté dans ma foi ? Comment je vivrai l'après-Ramadan ? Quelle est la priorité qu'Allah (SWT) espère de nous concernant la 'Taqwa', la piété ? Ce mois nous invite à une remise en question de soi et à une analyse de notre conscience spirituelle.

Le Ramadan est aussi le mois du rattrapage, de la solidarité envers nos coreligionnaires, chaque musulman(e) doit faire preuve de fraternité, d'entraide, de partage, de tolérance, de pardon et de réconciliation. La charité (à travers la *Zakaat*), qui est distribuée aux plus démunis de la communauté, est obligatoire pour chaque musulman(e) qui en a les moyens.

Le Monde mérite une paix durable et une sécurité pour les faibles

Cette année, le Ramadan revêt un cachet particulier de par le conflit Israël/Palestine. L'occupation illégale de la Palestine prend une dimension croissante. Nous témoins d'un des pires génocides connus de l'humanité. Les sionistes ont pour but d'exterminer toute un peuple sans défense, d'éradiquer Gaza et chaque recoin de la Palestine du planisphère. Leur arrogance ne connaît pas de limite.

Le génocide en Palestine, l'inaction des institutions internationales qui supposément défendent les droits de l'homme, ainsi que le silence des pays Arabes en disent long.

Israël perpétue ses crimes en bloquant les convois humanitaires, privant plus d'un million de Palestiniens d'eau et de nourriture. Il ne nous reste plus qu'à prier pour leur survie et leur sécurité tout le long du Ramadan, afin qu'Israël cesse de faire la sourde oreille aux appels pour un cessez-le-feu.

Appel au bon sens

Le MCC fait un appel au bon sens à tous les frères et sœurs. Agissons selon les principes de l'Islam, comme cela nous est prescrit dans le Coran par Allah, 'Le Maître Suprême', et le Prophète, que la paix soit sur lui. Il y a beaucoup de sujets urgents qui requièrent nos ressources et notre attention,

au lieu de perdre notre temps à nous livrer à des actions qui divisent la communauté sur des sujets controversables. C'est un fait qu'il n'y aura jamais d'unanimité absolue sur tous les sujets. Même les compagnons du Prophète, que la paix soit sur lui, avaient des divergences et des opinions différentes. Pourtant, cela n'a pas entamé l'esprit de fraternité qui régnait entre eux.

Ceux qui s'impliquent dans des débats doivent toujours réfléchir à leur impact sur ceux qui n'ont pas la capacité de comprendre l'essence d'un vrai débat... Et de décider en conséquence, avec sagesse, si leurs actions feront plus de bien que de mal.

N'oublions pas les paroles d'Allah, tous les croyants sont en effet des frères... *S 49 :10*.

N'oublions pas que les ennemis communs, comme les trafiquants de drogue, ne choisissent pas leurs clients en fonction des diverses écoles de pensée...

N'oublions pas que les occupants de la Palestine ne choisissent pas nos frères et sœurs en fonction des écoles de pensée pendant leur génocide.

N'oublions pas que nous prions tous le même Dieu Unique, Allah, en nous tournant dans la même direction, et que nous acceptons une seule et même personne Muhammad (Que la paix soit sur Lui) comme étant le dernier Messenger d'Allah.

N'oublions pas que les réseaux sociaux ne sont pas des plateformes appropriées pour

exprimer nos divergences. Le linge sale lavé en public apporte de la honte et du discrédit à la famille...

Il nous incombe de prier aussi pour que notre pays soit épargné par les intempéries et autres catastrophes naturelles. Maurice étant un pays multiculturel, sachons cohabiter avec les Mauriciens d'autres croyances et religions, dans le respect mutuel, la paix et l'harmonie. Par nos actions durant le Ramadan, montrons la voie de la magnanimité et l'ouverture d'esprit et de la tolérance.

Lisez, méditez et comprenez le Coran qui est un guide pour toute l'humanité

Le Saint Coran contient une mine d'informations et de lectures. Divers érudits sont unanimes à le reconnaître. Il est clair que le livre sacré contient des informations sur le système de croyance musulmane, engagement envers la religion islamique, les cinq piliers principaux, les lois divines, les valeurs spirituelles et les valeurs morales, le respect des obligations sociales, les lignes directrices pour gagner et dépenser des richesses. Profitons de ce mois sacré pour mettre en valeurs les enseignements du Coran dans notre vie quotidienne. Le MCC vous souhaite à tous un *Ramadan Kareem*.

Qu'Allah nous guide, accepte nos prières et augmente notre *Taqwa*, la piété.

Muslim Citizens Council
Mars 2024

mccouncil7840@gmail.com

Nazir Allybokus (Secrétaire du MCC)

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Le joueur de Newcastle Sandro Tonali inculpé pour infraction sur les paris

Le joueur italien de Newcastle Sandro Tonali a été inculpé pour infraction aux règles britanniques sur les paris pour 50 mises illégales sur des matches, a annoncé la fédération anglaise du football jeudi.

Ces paris violent les règles édictées par la FA et auraient été placés entre le 12 août et le 12 octobre 2023. Le joueur, âgé de 23 ans, a désormais jusqu'au 5 avril pour présenter sa défense. Tonali avait été suspendu pour dix mois, à la fois en club et en sélection nationale, après que la Fifa ait entériné une décision en ce sens de la fédération italienne. Il ratera en conséquence l'Euro-2024 (14 juin-14 juillet) qui verra l'Italie défendre son titre.

L'agent du joueur avait précédemment indiqué que celui-ci, arrivé à Newcastle en provenance de l'AC Milan en juillet 2023 pour environ 64 millions d'euros, souffrait d'une addiction au jeu. Outre sa suspension, Tonali avait également écopé d'une amende de 20.000 euros et s'était vu prescrire une thérapie de huit mois, aux termes d'un accord conclu avec les autorités judiciaires et la fédération italiennes.

«Newcastle United admet les chefs de délit prononcés contre Tonali en raison des infractions aux règles sur les paris», a



indiqué jeudi son club. «Sandro continue de coopérer avec les enquêtes et conserve le plein soutien du club», a indiqué celui-ci jeudi dans un communiqué.

Un autre joueur italien, Nicolo Fagioli, milieu de terrain de la Juventus, avait également été suspendu pour sept mois en octobre dernier pour les mêmes motifs. Tonali a été sanctionné le plus durement car il a reconnu avoir parié sur des matches de ses anciennes équipes, Brescia et l'AC Milan, lorsqu'il portait leur maillot. Les joueurs avaient été identifiés dans le cadre d'enquêtes ouvertes par la police italienne sur des plateformes de paris illégales.

Source: fr.besoccer.com



L'agent d'Alphonso Davies réagit à l'ultimatum du Bayern

Alphonso Davies, dont le contrat s'achève en 2025, a deux semaines pour répondre à une offre de prolongation du Bayern Munich. Une situation «injuste» selon son agent, Nedal Huosehm.

Nedal Huosehm, l'agent d'Alphonso Davies, juge «injuste» l'ultimatum lancé par le Bayern Munich à son client, dont le contrat expire en juin 2025.

«C'est injuste. A la fin de la saison, tout serait plus clair. Nous étions proches d'un accord il y a un an. Puis la direction du club a changé et nous n'avons plus rien entendu pendant sept mois. Pendant cette période, j'ai essayé de contacter le club. Maintenant, il est injuste

de poser un ultimatum et d'avoir deux semaines pour décider parce que le club est sous pression. C'est un contrat très important pour Alphonso et nous devons prendre une décision sans savoir qui sera l'entraîneur la saison prochaine ni comment sera l'équipe. C'est injuste», a-t-il déclaré au journal Bild.

Pour rappel, le nom de l'international canadien revient avec insistance du côté du Real Madrid. Certains médias affirment même que le joueur s'est déjà mis d'accord pour rejoindre la capitale espagnole à la fin de la saison. Affaire à suivre donc.

Source: fr.besoccer.com

Marquinhos et Skriniar ont repris l'entraînement avec le PSG



Le capitaine du Paris Saint-Germain Marquinhos, touché à un tendon d'Achille depuis plusieurs semaines, et le défenseur Milan Skriniar, absent depuis janvier, ont participé à l'entraînement collectif jeudi, a indiqué à l'AFP une source au sein du club.

Le Brésilien, qui n'a pu jouer avec sa sélection pendant la trêve internationale, a manqué six matches depuis sa blessure le 17 février contre Nantes, notamment celui contre la Real Sociedad en huitième de finale retour de Ligue des champions et contre Reims (2-2) en L1. Le défenseur pourrait être apte dimanche (20h45) contre l'Olympique de Marseille et mercredi contre Rennes en demi-finale de Coupe de France.

«Il n'y a rien de très inquiétant, ni de grave. Il aurait pu jouer contre la Real Sociedad mais tant qu'il ne sera pas à 100%, il n'y aura pas besoin de prendre de risques», avait indiqué l'entraîneur du PSG Luis Enrique en conférence de presse le 12 mars. Touché à l'ischio en mars, Marco Asensio n'a pas pu non plus être appelé en sélection espagnole. Il a également repris l'entraînement collectif ce jeudi, tout comme le défenseur central slovaque Milan Skriniar, absent depuis le mois de janvier après une blessure à une cheville. Paris doit faire également avec l'absence longue durée de Presnel Kimpembe.

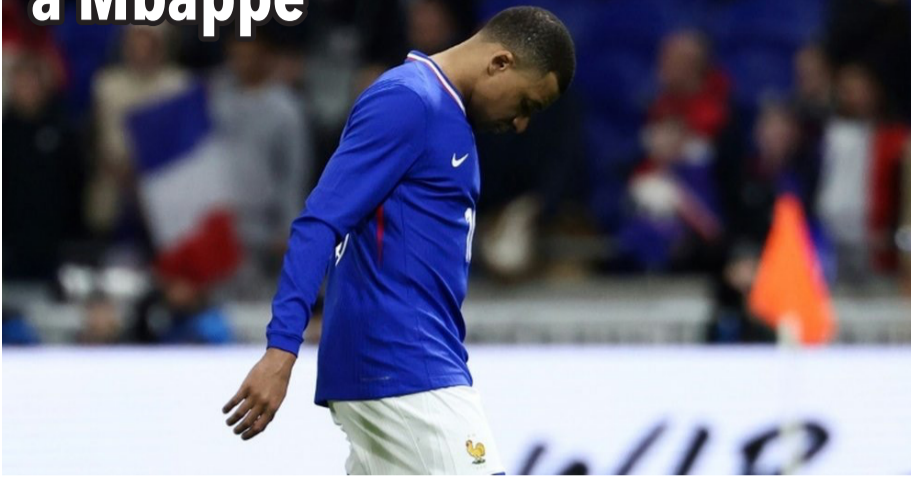
Source: fr.besoccer.com

Les prestations de Mbappé contre l'Allemagne et le Chili ont déçu la presse française, dont Christophe Dugarry, l'ancien international français champion d'Europe en 2000 et vainqueur de la Coupe du monde en 1998.

Christophe Dugarry, l'ancien international français champion d'Europe en 2000 et champion du monde en 1998, a sévèrement critiqué Kylian Mbappé pour ses performances lors des matches amicaux contre l'Allemagne (0-2) et le Chili (3-2). La star du Paris SG n'a pas vraiment brillé lors de ces deux matches de préparation, avec seulement une passe décisive et beaucoup de ballons perdus. Il n'a donc pas été épargné par les médias français.

«Évidemment qu'il choisit ses matchs. Après ce que je lui reproche, ce n'est pas de choisir ses matchs, c'est de mal les choisir. Tous les joueurs choisissent leurs matchs, je le comprends. Mais tout le monde n'est

Christophe Dugarry s'en prend à Mbappé



pas capitaine de l'équipe de France, tout le monde n'a pas fait des pieds et des mains pour l'être. (...) On est habitué à un Mbappé qui marche, qui n'a pas envie de revenir, qui n'est pas concerné par le côté défensif. Là, on a carrément un Mbappé qui s'en fout. Alors quand tu as le brassard de l'équipe de France, je trouve que

c'est inadmissible, tu as un minimum à faire dans l'attitude. Et ça, ça n'a rien à voir avec le fait que tu ne sois pas dans un bon soir. L'attitude est capitale. Je crois que Mbappé n'a pas compris quel était le rôle de capitaine», a-t-il confié au micro de RMC Sport.

Source: fr.besoccer.com

Mardi lors du match France-Chili, Kylian Mbappé a été sifflé par une partie des supporters marseillais. Cela n'a pas plu à Didier Deschamps, qui a qualifié cela de décevant.

Kylian Mbappé a de nouveau fait chou blanc lors de la victoire de la France contre le Chili (3-2), après sa mauvaise performance contre l'Allemagne (0-2) trois jours plus tôt. Le capitaine de l'équipe de France a été sifflé par les supporters lors du deuxième match, qui s'est déroulé au Vélodrome, le stade de l'Olympique de Marseille, rival honni du PSG.

Après le coup de sifflet final, Didier Deschamps a admis qu'il était déçu de l'attitude des supporters à l'égard de la star française : «Je ne suis pas surpris, malheureusement. Tout le monde connaît la rivalité avec le PSG et le match qu'il y a dimanche. Ça ne devrait pas arriver, c'est

Deschamps "déçu" par les sifflets envers Mbappé au Vélodrome



l'équipe de France, c'est le capitaine. Après, ce n'est pas tout le stade non plus. Mais ce n'est pas spécifique à Marseille. Ailleurs en province, d'autres joueurs ont pu être sifflés. En compétition, ici, il n'y a pas de soucis. Mais ça ne devrait pas. Allez, je vais être gentil : c'est décevant, pour ne pas dire autre chose.»

Mbappé est actuellement le troisième meilleur buteur de l'histoire des Bleus, avec 46 buts en 77 matches, juste derrière Thierry Henry (51 en 123) et Olivier Giroud (57 en 131), qui a marqué l'un des trois buts contre les Chiliens.

Source: fr.besoccer.com

Harry Kane s'entraîne avec le groupe



Harry Kane, qui s'était blessé à la cheville en heurtant le poteau lors du match de Bundesliga contre Darmstadt 98, a repris l'entraînement avec le Bayern Munich.

Bonne nouvelle pour le Bayern Munich. Harry Kane, qui s'était blessé à la cheville avant la trêve internationale, a participé mercredi à l'entraînement collectif, mais il n'a pas terminé la séance comme le reste de ses coéquipiers. L'attaquant avait heurté un poteau de but en fin de match lors de la victoire (5-2) de son équipe contre Darmstadt en Bundesliga, le 16

mars.

Kane avait tout de même rejoint le rassemblement de l'Angleterre dans le cadre des matches amicaux contre le Brésil (0-1) et la Belgique (2-2), mais il est ensuite retourné à Munich pour poursuivre sa rééducation. Cette saison, Harry Kane a inscrit 37 buts et délivré 10 passes décisives en 35 matches. Il devrait battre son record, qui remonte à la saison 2017-18 où, sous le maillot des Spurs, il avait trouvé le chemin des filets à 41 reprises en 48 apparitions.

Source: fr.besoccer.com

L'UEFA prévoit d'élargir les listes pour l'Euro-2024 à 26 joueurs



Certains sélectionneurs pousseraient l'UEFA à élargir la liste de joueurs sélectionnés pour l'Euro-2024, passant ainsi de 23 noms à 26. Une idée étudiée par l'UEFA le 8 avril prochain.

L'UEFA a annoncé qu'elle examinerait une proposition qui permettrait aux sélections de constituer des groupes de 26 joueurs pour l'Euro-2024 qui se déroulera du 14 juin au 14 juillet, en Allemagne. L'instance dirigeante du football européen déclare avoir «pris note des commentaires exprimés par certains sélectionneurs sur le nombre de joueurs autorisés à participer l'Euro 2024», et une décision sera prise lors d'une réunion avec des représentants de toutes les Fédérations participantes le 8 avril. L'UEFA avait déjà autorisé les pays à élargir la liste de joueurs sélectionnés pour l'Euro 2020 en raison de la pandémie de Covid-19. La FIFA a maintenu le quota un an plus tard, permettant aux équipes nationales d'emmener 26 joueurs à la Coupe du monde 2022 au Qatar, mais il était prévu que la limite reviendrait à 23 pour l'Euro 2024.

«Une réunion avec les sélections participantes se tiendra le 8 avril et, à cette occasion, l'UEFA écouterait les points de vue des sélectionneurs. Toute idée à cet égard sera ensuite examinée et évaluée», a déclaré un porte-parole de l'UEFA.

Source: fr.besoccer.com

Toni Kroos va prolonger au Real Madrid

Toni Kroos, dont le contrat devait expirer le 30 juin 2024, restera finalement à Madrid pour une année supplémentaire.

Le Real Madrid a profité de la trêve internationale pour traiter le dossier Toni Kroos. Selon Fabrizio Romano, l'international allemand s'est mis d'accord verbalement avec le club pour prolonger d'un an, soit jusqu'en 2025. Après plusieurs jours de négociations, Kroos et le géant espagnol ont enfin trouvé un terrain d'entente. Il ne reste plus que la signature du joueur, ce qui ne saurait tarder.

Kroos réalise une excellente saison avec les Merengue. Il a disputé 38 matches depuis le début de la campagne, pour 1 but et 7 passes décisives. Le joueur de 34 ans est arrivé à Madrid à l'été 2014 en provenance du Bayern. Dix ans plus tard, il a encore beaucoup à offrir à l'entrejeu du Real.

Source: fr.besoccer.com

Haas remercie Magnussen d'avoir encore aidé Hülkenberg



Ayao Komatsu, directeur de l'équipe Haas, a félicité Kevin Magnussen pour avoir une fois de plus fait preuve d'esprit d'équipe en cédant sa position à son coéquipier Nico Hülkenberg au GP d'Australie après une erreur stratégique.

Comme en Arabie saoudite, Haas a divisé les stratégies de ses deux pilotes et a été récompensé par des points lors du Grand Prix d'Australie. Nico Hülkenberg a effectué un long premier relais en pneus durs avant de profiter du déploiement du VSC pour chausser les gommes mediums, tandis que Kevin Magnussen a été appelé au stand au mauvais moment, selon Ayao Komatsu, ce qui a fait perdre deux positions au Danois. Revenu sur les talons de son coéquipier, Hülkenberg a pu profiter de la totale coopération de Magnussen, qui s'est laissé dépasser afin que l'Allemand puisse rouler à son propre rythme. Il s'agit de la deuxième course de suite que Magnussen applique des consignes aidant Hülkenberg, après avoir retenu plusieurs voitures à Djeddah. Un esprit d'équipe qui a été dûment salué par Komatsu.

«Pour Kevin, lors de la première série d'arrêts au stand, nous avons perdu deux positions», a expliqué le directeur. «Ça n'aurait pas dû se produire. Mais à part ça, tout le reste a été fantastique. Les arrêts ont été incroyables et puis les pilotes ont de nouveau travaillé ensemble pendant le deuxième relais.»

«Kev était sur le pneu dur, Nico sur le pneu medium à cause du VSC. Encore une fois, Nico avait un meilleur rythme. Mais la stratégie de Kevin était déjà compromise, pas par sa faute, mais par celle de l'équipe. Kevin avait donc toutes les raisons d'être énervé, mais non : lorsque nous lui avons demandé d'échanger les positions, il l'a fait immédiatement. Il sait donc à quel point ces opportunités sont importantes. C'est donc parfait.» C'est en fait l'arrêt précoce d'Alexander Albon, pour minimiser la dégradation de ses pneus, qui a entraîné celui de Magnussen. Selon Komatsu, il aurait été préférable de maintenir le Danois en piste.

Source: fr.motorsport.com

Williams dans les temps pour avoir deux châssis à Suzuka

Williams devrait réussir à réparer dans les temps le châssis accidenté de Melbourne pour permettre à ses deux pilotes d'être au départ du Grand Prix du Japon.

Quelques jours après un week-end difficile à Melbourne, Williams travaille d'arrache-pied dans son usine de Grove. La mission est de réparer le châssis accidenté par Alexander Albon lors de la première séance d'essais libres du Grand Prix d'Australie et de le réacheminer vers Suzuka, où aura lieu la semaine prochaine le Grand Prix du Japon. Une tâche désormais en bonne voie, effaçant le doute qui pouvait encore subsister.

«À Suzuka, nous aurons deux voitures sans trop de problèmes», annonce le directeur de l'écurie anglaise, James Vowles, soulignant les efforts consentis dans les ateliers mais également en amont, dans le paddock de l'Albert Park.

«Je suis confiant pour que l'on parvienne à réparer le châssis», précise-t-il. «Nous avons mis en place des mesures pour que le châssis soit de retour [à l'usine] très tôt lundi matin. Je crois qu'il est arrivé vers 2 heures du matin lundi. L'équipe à l'usine a travaillé dessus, l'a démonté, et elle fait des réparations. Aux dernières informations, nous sommes dans une bonne situation pour que le châssis revienne assez tôt pour Suzuka.»

«Une grande partie du travail a été faite à Melbourne. Il y avait des photos et des techniques appelées NDT : ce sont des tests non destructifs, que l'on a donc pu faire. Cela nous permet de pleinement comprendre l'ampleur des dégâts et ce que l'on doit faire. Cette préparation était essentielle. Grâce à ça, le travail a pu commencer dès lundi à 2 heures du matin.»

Williams pourra donc se présenter avec ses deux pilotes au Japon mais la situation demeure précaire puisqu'une nouvelle fois, l'équipe n'aura pas de châssis de secours sur place et continue de travailler à flux tendu concernant les pièces de rechange. Toute sortie de piste violente deviendrait donc problématique, ce que devront avoir en tête Alexander Albon et Logan Sargeant.

L'Américain, privé de Grand Prix à Melbourne après avoir été sacrifié pour laisser son châssis à son coéquipier, devra également reprendre très vite confiance après cet épisode qu'il a qualifié de «moment le plus difficile» dans sa carrière. Williams tentera également de le mettre dans les meilleures conditions possibles.

«On a un athlète professionnel, qui ne fait rien d'autre que ce que je lui ai demandé de faire cette année, qui n'a pas fait une seule erreur, qui n'a pas fait un seul faux pas cette année», reconnaît James Vowles. «Pourtant, je l'ai sorti de la voiture. Dans la voiture ou en dehors, cela nuit à la confiance.»

Source: fr.motorsport.com

Vettel doit "réfléchir et prendre une décision" pour son avenir

Cette semaine, sur le Motorland Aragón en Espagne, Sebastian Vettel a repris du service. Désireux de tester le prototype Porsche 963 LMDh, il a été convié par le constructeur à participer à une simulation destinée à préparer les 24 Heures du Mans. Un galop d'essais conséquent puisqu'il a bouclé plus d'une centaine de tours, lui permettant, officiellement, de simplement satisfaire sa curiosité.



m'a donné des conseils. J'ai posé beaucoup de questions, et je les ai peut-être même harcelés parfois, mais tout s'est mis en place assez rapidement.»

Inévitablement, c'est la suite qui interroge depuis quelques jours déjà, alors que Porsche doit encore nommer deux pilotes sur sa troisième auto inscrite dans la Sarthe, aux côtés des deux

«J'étais un peu nerveux», avoue Sebastian Vettel au micro de Sky Deutschland. «J'avais fait un peu de simulateur et un peu roulé à Weissach, mais je n'avais pas pris le volant depuis un certain temps. C'est passé très vite et au début, on ne sait pas si on est encore capable de tout faire et de tout gérer. Mais c'est finalement un peu comme le vélo, ça ne s'oublie pas.»

«Bien sûr, la voiture ne m'est pas familière mais étonnamment, je me suis senti à l'aise et je l'ai prise en main très rapidement. J'ai également reçu beaucoup d'aide, on m'a expliqué les choses et on

machines du programme WEC. Peut-on imaginer voir le quadruple Champion du monde de Formule 1 prendre le départ des 24 Heures du Mans dans moins de trois mois ?

«Maintenant, je dois réfléchir et prendre une décision, et choisir ce que je veux faire concernant la compétition à l'avenir. Mais je ne sais pas encore», a-t-il répondu lors d'une conférence de presse organisée par la boisson Perple dont il est l'un des ambassadeurs.

Source: fr.motorsport.com

MUSLIM YOUTH FEDERATION.

UNE INSTITUTION CHARITABLE.

FONDS DE ZAKAAT.

En versant votre ZAKAAT, vous créez un pont de solidarité envers le plus démunis.

Pour changer la vie de l'autre et réduire les inégalités offrez votre ZAKAAT à la MUSLIM YOUTH FEDERATION.

Ainsi cette année également, nous comptons sur votre générosité et votre aide précieuse pour apporter un peu de lumières à ceux et celles qui sont dans l'obscurité.

Envoyez-nous votre contribution au bureau MUSLIM YOUTH FEDERATION.

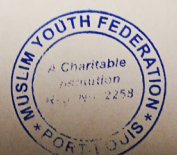
Rue Etienne Pellereau, Près Pharmacie Kentish Plaine Verte de 9h00 à 12h30 et 13h30 à 16h00 ou encore à travers un virement bancaire via :

JUICE MCB A/C NO. 000340501278 . SBM A/C NO.62010100121881.

VOUS POUVEZ CONTACTEZ: RAFFIQUE SANTALLY / 57221894.

ADAM MOTALLA /57507406. KAMIL SK ADAM/ 57239443. GOOLAM HOSSEN KANOWAH/57746746. FARRAD GURREBUN/57548198 ET MUSTAPHA BOODHOO/ 57915251.

MERCI POUR VOTRE CONFIANCE ET RAMADAN KAREEM.



Man City vs Arsenal

Les Gunners vont-ils se maintenir en tête de la Premier League?

Manchester City défendra ses couleurs face à Arsenal, qui jouera en terrain étranger, lors de cet affrontement de Premier League qui aura lieu dimanche.

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à l'Etihad Stadium (Manchester) sera donné le dimanche 31 mars 2024 à 19h30. Avant la rencontre, Manchester City est classé à la 3ème place du Championnat d'Angleterre et Arsenal à la 1ère. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 185 fois depuis 1904, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Arsenal le dimanche 8 octobre 2023 (Championnat d'Angleterre - 8e journée : 1-0).

Après sa victoire 2-0 en Coupe d'Angleterre contre Newcastle United, Manchester City essaiera de décrocher une nouvelle victoire lors de cette rencontre. Lors du match précédent, Manchester City avait enregistré un taux de possession de balle de 72% et 16 tentatives de tir au but dont 5 cadrés. Bernardo Silva (13', 31') a été le seul joueur à marquer pour Manchester City. Leur adversaire, Newcastle United, a eu 2 tentatives de tir au but dont 1 cadré.

Ces derniers temps, les rencontres auxquelles a participé Manchester City se sont avérées captivantes. Ces dernières sont conformes aux prévisions, à savoir une quantité impressionnante de buts marqués. Rien qu'au cours des six derniers matchs de Manchester City, les deux équipes ont marqué un total de 21 buts (avec une moyenne de 3.5 par match) dont 16 de ces derniers sont à mettre sur le compte de Manchester City.

Arsenal prépare son effectif pour ce face-à-face après avoir gagné son duel contre le FC Porto sur le score de 1-0 en Champions League lors de son dernier match. Lors du match précédent, Arsenal avait enregistré un taux de possession de balle de 58% et 13 tentatives de tir au but dont 4 cadrés. Leandro Trossard (41') a été le seul à inscrire un but pour Arsenal. En face, le FC Porto, a obtenu 10 tirs au but dont 3 cadrés. Le match a été remporté par Arsenal aux tirs au but.

Sur l'ensemble de ses 6 matchs précédents, Arsenal n'a encaissé que 3 buts au total, grâce à une série de performances solides de la part de sa défense. Au cours de cet intervalle, ses attaquants ont aussi marqué 18 buts. Évidemment, cette règle pourrait ne pas être observée cette fois-ci.

Si on jette un oeil à leurs rencontres récentes, en remontant jusqu'au 01/01/2022, on remarque que Manchester City a gagné 4 fois au cours de ces matchs, Arsenal a enregistré 1 succès et le total de partages s'élevait à 1. Au total, ces adversaires ont réussi à inscrire 16 buts pendant ces rencontres, répartis comme suit : 11 au profit de Manchester City et 5 à mettre au nom de Arsenal. Cela équivaut à une moyenne de 2.67 buts par match.

En championnat, le dernier match qui opposait ces deux clubs a eu lieu lors de la 8ème journée de Premier League le 08/10/2023. Les deux équipes se sont quittées sur le score de Arsenal 1-0 Manchester City. Ce jour-là, Arsenal avait enregistré un taux de possession de balle de 49% et 12 tentatives de tir au but avec 2 cadrés. Gabriel Martinelli (86') était le buteur du match. Du côté de l'équipe adverse, Manchester City avait enregistré 4 tirs au but avec 1 cadré.

L'entraîneur de Manchester City, Pep Guardiola, devra se passer de Kevin De Bruyne et Ederson.

Pour ce duel, on prévoit que Manchester City favorise un dispositif en 3-4-2-1 et fasse monter

Stefan Ortega, Manuel Akanji, Ruben Dias, Nathan Aké, Phil Foden, Rodri, John Stones, Jack Grealish, Bernardo Silva, Julián Álvarez et Erling Haaland.

Il est fort possible que Arsenal décide d'entamer la rencontre avec un dispositif en 4-3-3 et aligne David Raya, Ben White, William Saliba, Gabriel, Oleksandr Zinchenko, Martin Ødegaard, Declan Rice, Kai Havertz, Bukayo Saka, Gabriel Jesus et Leandro Trossard.

